



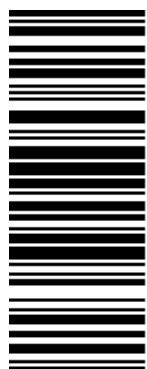
REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Ouverture des frontières aux réfugiés, aux travailleurs et aux étudiants !



BENJAMIN HAAS



2273-8762



Une fois la menace de la grève générale écartée
le gouvernement accélère p. 2

Lycées professionnels : une attaque contre notre classe p. 6

COP 27 : la feuille de vigne du capitalisme destructeur p. 9

Brésil : la victoire présidentielle de Lula p. 10

Italie : Meloni au pouvoir p. 14

Chine : le congrès du PCC et la colère qui gronde p. 16

Histoire du Parti communiste chinois : 1939-1940 p. 18

Le mouvement ouvrier français et la guerre d'Algérie p. 21

1922 : la partition de l'Irlande p. 25

Christine Heurtefeux 1953-2022 p. 27

ABC du marxisme : migration p. 28

Une fois la menace de la grève générale écartée le gouvernement accélère

L'impérialisme français en délicatesse avec l'impérialisme allemand

La poursuite de l'inflation, la hausse des taux directeurs des banques centrales, le ralentissement économique, la crainte d'une récession rendent toutes les puissances impérialistes plus agressives, entre elles comme avec leur propre classe ouvrière.

Et voilà que l'impérialisme français se trouve de plus en plus contesté par son rival allemand. Début octobre, le chancelier SPD Scholz a mis 200 milliards d'euros sur la table, surtout pour protéger la compétitivité des entreprises allemandes de la hausse des coûts de l'énergie. 25 milliards serviront par exemple aux patrons allemands pour ne payer que 7 centimes le kWh –le prix d'octobre 2021– 70 % du gaz consommé sur la période de janvier 2023 à avril 2024, les 30 % restants étant facturés au prix de marché. 200 milliards, c'est au-delà des moyens de l'État français, dont la base productive est plus étroite et qui est beaucoup plus endetté. À chacun donc selon ses moyens : Macron a assuré le 26 octobre que « *L'État sera aux côtés des entreprises* », mais les nouvelles aides qu'il promet aux patrons pour absorber les prix de l'énergie ne seront que de l'ordre de 10 milliards d'euros.

Et puis Scholz s'est rendu seul en Chine, le principal partenaire commercial de l'Allemagne, pour défendre les intérêts du seul capitalisme allemand, au grand dam de Macron qui voulait faire partie du voyage. Enfin, après avoir snobé les Rafale français au profit des F35 américains, le gouvernement allemand avance maintenant une version commune de défense antimissiles avec 14 autres pays européens, mais sans la France, visant l'achat groupé d'armements américain, allemand et israélien, marginalisant ainsi un peu plus les ambitions françaises. Le couple franco-allemand n'est plus ce qu'il était, Emmanuel et Olaf se font la gueule...

Motion de la CGT des sapeurs-pompiers du département du Rhône

Le syndicat CGT du SDMIS s'adresse à la confédération CGT et à l'UD du Rhône pour soutenir concrètement le combat des camarades des dépôts et raffineries Total et Esso-Exxon Mobil en grève pour obtenir 10 % d'augmentation des salaires.

Parce que cette revendication est celle de l'ensemble des salariés et retraités de ce pays puisque 10 % c'est l'augmentation des prix alimentaires constatée sur un an dans les supermarchés (cf. étude de l'IRI, *Le Monde* du 29 août 2022).

10 % d'augmentation des salaires et des retraites et au-delà indexation des salaires et retraites sur l'inflation.

La direction de la CGT doit appeler à des AG sur tous les lieux de travail pour préparer les conditions de la grève générale pour faire reculer le gouvernement

A bas les réquisitions, 10 % d'augmentation pour tous

13 octobre 2022, unanimité de la CE du syndicat SDMIS 69

Une vie plus difficile pour de plus en plus de travailleurs

Les budgets précédents ont profité surtout aux capitalistes et aux couches supérieures de la petite bourgeoisie.

Les nouvelles mesures sociales et fiscales intervenues en 2020 et 2021... profitent surtout à la moitié la plus aisée de la population, particulièrement concernée par les principales réformes pérennes mises en oeuvre : la baisse du barème de l'impôt sur le revenu et la suppression progressive de la taxe d'habitation... Elles induisent une augmentation du niveau de vie allant jusqu'à 470 euros annuels en moyenne pour les personnes entre les 7^e et 8^e déciles, contre 90 euros pour les 50 % les plus modestes. (INSEE, France, portrait social, 22 novembre, p. 88)

La situation se durcit pour la classe ouvrière, avec la poursuite de l'inflation qui n'en finit pas de grever les budgets des ménages. Les industriels fournisseurs des grandes surfaces annoncent de nouvelles hausses considérables pour 2023, alors même que l'inflation sur les premiers prix et les marques de distributeurs se situe déjà entre 12 % et 13 % sur un an. Les minimas sociaux n'ont été revalorisés que de 4 % et l'aumône d'un chèque inflation de 100 euros n'a été faite qu'aux plus pauvres.

Dans le dernier baromètre de la pauvreté Ipsos Secours populaire réalisé au début juillet, 37 % des personnes interrogées déclarent peiner « *à consommer des légumes ou des fruits frais tous les jours* », soit 5 points de plus qu'en 2021. Les inscriptions pour bénéficier des repas gratuits des Restos du cœur pour l'hiver prochain ont bondi de 30 % à Paris, de 45 % en Seine Saint-Denis.

Les salaires sont à ce point insuffisants et les conditions de travail si dégradées que des secteurs de plus en plus nombreux ne trouvent plus assez de candidats, aussi bien dans l'aide à la personne que dans les crèches, dans l'enseignement, etc. Dans les hôpitaux publics, plus de 22 000 lits ont été supprimés entre 2017 et 2021. À quoi s'ajoutent des conditions de travail dantesques pour des salaires au rabais qui épuisent les travailleurs de la santé. Dès lors, la moindre épidémie de bronchite manque de tourner à la catastrophe.

Une soudaine poussée de la lutte de classe

Dans de nombreuses branches —automobile, chimie, aéronautique, centrales nucléaires, SNCF, raffineries...— des grèves ont eu lieu en septembre et octobre pour le rattrapage des salaires sur l'inflation. Mais, malgré la mobilisation d'une fraction de la classe ouvrière, ces grèves sont restées totalement sous le contrôle des

appareils syndicaux qui, en même temps qu'ils refusaient d'appeler à la grève générale, ont négocié des augmentations au rabais, loin du rattrapage et de l'indexation sur le cout de la vie. Dans les raffineries Total, les grèves sans perspective dirigées par l'appareil CGT n'ont finalement pas permis d'obtenir plus que les 5 % scandaleusement insuffisants préalablement négociés par la CFDT avant la grève. À EDF, l'accord signé par toutes les directions syndicales CGT, CFDT, FO et CFE-CGC le 27 octobre entérine une hausse des salaires pour 2023 de 4,6 % seulement.

La grève dans les raffineries n'a pas débordé en grève générale, alors que le gouvernement avait entamé les réquisitions des grévistes, car les chefs syndicaux ont isolé les différentes grèves dans des revendications disparates au lieu d'avancer la revendication qui unifiait toute la classe ouvrière : 10 % d'augmentation pour tous et indexation des salaires sur l'inflation.

Tous d'accord... pour empêcher la grève générale

La vieille méthode de la multiplication des journées d'action pour dissiper la combativité des travailleurs, les 29 septembre, 18 octobre, 27 octobre, 10 novembre, a fait le reste. Les bureaucraties syndicales ont été aidées, une fois de plus, par LFI, le PCF, le PS, LO, le NPA, le POI, le POID, le CCR-RP... qui, tous, d'une manière ou d'une autre, approuvent les journées d'action. Les plus « révolutionnaires » prétendent comme toujours qu'elles seraient le tremplin pour « élargir les luttes », prônent les grèves reconductibles, mais refusent en tous les cas ouvertement de combattre pour imposer la grève générale contre le gouvernement. « *Pour de vraies augmentations de salaire, débrayer, faire grève et manifester, mardi 18 octobre !* » titre LO le 16 octobre. D'autres sont plus malins :

L'enjeu de cette nouvelle journée est bien de rassembler dans la lutte le maximum de salariéEs qui veulent se battre pour le partage des richesses, qui passe par des augmentations importantes de salaires. Et c'est bien le problème d'avancer dans la construction d'une grève générale –réunissant les travailleurs du public comme du privé– qui est posé pour ces prochains jours, ces prochaines semaines... Battre le fer tant qu'il est chaud, se réunir partout pour discuter et décider des suites à cette journée de mardi devient impératif pour pousser notre avantage. (NPA, L'Anti-capitaliste, 27 octobre 2022)

La manoeuvre des centristes consiste, tout en soutenant la journée d'action décrétée par les bureaucrates, à faire croire aux salariés et aux étudiants en révolte que l'appel aux grèves reconductibles, c'est la même chose que la grève générale.

En outre, alors que les grèves pour les salaires des derniers mois étaient restées isolées, de courte durée,

et centrées autour d'un programme limité, celle des raffineurs a remis sur le devant de la scène la grève reconductible, la possibilité de revendiquer des augmentations ambitieuses et la nécessité de l'extension (Révolution permanente, 20 octobre)

Quand ce n'est pas, tout simplement, la transformation frauduleuse d'une journée d'action interprofessionnelle en soi-disant grève générale, comme l'ont fait le NPA et LFI lors de la « marche contre la vie chère » : « *Le 18 octobre, il y a appel à la grève générale* » (Jean-Luc Mélenchon, 16 octobre).

Ainsi la recherche par une fraction de la classe ouvrière de la perspective politique de l'affrontement déterminé, centralisé, contre le gouvernement par la grève générale, perceptible chez les grévistes et parmi les manifestants du 18 octobre, reste sans débouché. Les bureaucrates syndicaux peuvent dormir tranquilles pour un temps et le gouvernement se sortir de cette situation épineuse. Sa politique contre les travailleurs peut se poursuivre.

LFI fait la courte-échelle au RN

Les budgets 2023 de l'État et de la Sécu ont été adoptés avec le 49.3 et les simagrées parlementaires de la NUPES sont restées parfaitement vaines, à ceci près que LFI brouille toute frontière de classe en déposant des motions de censure compatibles avec le vote du parti xénophobe et fascisant. En effet, l'objectif de LFI, après avoir laissé croire que Mélenchon pouvait remporter l'élection présidentielle au suffrage universel, est désormais de faire renverser le gouvernement par les députés, fut-ce au prix d'une alliance avec le RN, un parti dont l'axe est de dresser une partie de la classe ouvrière contre une autre.

Que le RN vote notre motion ne me dérange pas. Une motion, c'est pas pour la beauté des nuages, mais bien pour renverser le gouvernement. (Éric Coquerel, président LFI de la commission des finances, 24 octobre)

Il manquait 50 voix pour éjecter le gouvernement. Nous sommes prêts pour la relève. (Jean-Luc Mélenchon, 24 octobre)

Ce dégagisme populiste (le même qui avait conduit LFI, LO, le POI, le NPA et le CCR-RP à soutenir les anti-vaccins contre le gouvernement) aboutirait probablement à un succès pour Le Pen, ce qui explique qu'elle ait donné l'ordre à ses députés de voter la motion NUPES.

Le morcèlement de la bourgeoisie française a souvent trompé le peuple. On renverse une section, disons la haute finance, et l'on croit avoir renversé toute la bourgeoisie, mais on a simplement mis au pouvoir une autre section. (Friedrich Engels, 8 octobre 1889)

Déclaration du Groupe marxiste internationaliste

16 octobre

C'est le moment. Grève générale pour arracher une augmentation de 10 % de tous les salaires et leur indexation sur les prix !

Les comptes des multinationales de l'énergie et du capitalisme français, le gouvernement Macron-Borne, pour les avoir la grève des travailleurs du pétrole, a prélevé dans les « réserves stratégiques » puis il a réquisitionné des travailleurs du dépôt Esso de Port-Jérôme le 12 octobre et du dépôt Total de Flandres le 13 octobre. Cela signifie, pour ceux qui sont désignés par le patron, que la police se rend chez eux pour leur faire reprendre le travail. Un refus est passible de 6 mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Tous les partis bourgeois (Renaissance, LR, RN...) ont condamné les occupations et ont accusé la CGT.



La CGT, FO, Solidaires et FSU ont signé un accord avec Exxon-Mobil et avec TotalEnergies le 14. Pourtant, aucune direction confédérale n'avance cette revendication claire de 10 % d'augmentation des salaires pour tous les travailleurs, pas plus que celle de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation. Pourtant, aucune direction confédérale n'appelle à la grève totale de tous les salariés pour arracher les revendications, annuler les mesures contre les chômeurs, retirer le plan contre les retraites.

C'est le moment. Grève générale pour arracher une augmentation de 10 % de tous les salaires et leur indexation sur les prix !

Au compte des multinationales de l'énergie et du capitalisme français, le gouvernement Macron-Borne, pour briser la grève des travailleurs du pétrole, a prélevé dans les « réserves stratégiques » puis il a réquisitionné des travailleurs du dépôt Esso de Port-Jérôme le 12 octobre et du dépôt Total de Flandres le 13 octobre. Cela signifie, pour ceux qui sont désignés par le patron, que la police se rend chez eux pour leur faire reprendre le travail. Un refus est passible de 6 mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende. Tous les partis bourgeois (Renaissance, LR, RN...) ont condamné les occupations et ont accusé la CGT.

Pour les mêmes raisons, le gouvernement s'en prend aux chômeurs, il veut encore restreindre le droit à la retraite, soumettre un peu plus l'enseignement professionnel au capital, il continue les cadeaux aux patrons dans le projet de budget 2023, etc. Il

veut imposer la baisse des salaires réels afin que les capitalistes de France (quelle que soit la nationalité des actionnaires) puissent maintenir leurs profits.

Les travailleurs du commerce, ceux de la santé... ont déjà revendiqué des hausses de salaire, sans demander 6 millions d'euros annuels comme le PDG de Total. Les travailleurs de 6 centrales électriques sont en grève.

Contre l'inflation (+9,1 % sur un an pour les produits de grande consommation vient d'annoncer l'INSEE le 14 octobre), la revendication de plus 10 % des salaires est une revendication légitime non seulement pour les travailleurs du pétrole, mais pour tous les travailleurs de ce pays. Tout comme la revendication de l'indexation automatique des salaires, des pensions et des allocations sur l'augmentation des prix, pour éviter la baisse du pouvoir d'achat.

Les réquisitionnés et les autres grévistes ne doivent pas rester seuls. Les organisations syndicales, les partis politiques se réclamant des travailleurs doivent faire bloc, dresser le front unique ouvrier en défense du droit de grève, pour l'augmentation de 10 %, pour l'échelle mobile des salaires, pour protéger les retraites des salariés.

Pourtant, la CFDT et la CFE-CGC ont signé un accord au-dessous le 10 octobre avec Exxon-Mobil et avec TotalEnergies le 14. Pourtant, aucune direction confédérale n'avance cette revendication claire de 10 % d'augmentation des salaires pour tous les travailleurs, pas plus que celle de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation. Pourtant, aucune direction confédérale n'appelle à la grève totale de tous les salariés pour arracher les revendications, annuler les mesures contre les chômeurs, retirer le plan contre les retraites.

Tout au plus, certaines « suspendent » seulement leur concertation avec le gouvernement contre les retraites, décident seulement une journée « de mobilisations et de grèves » le 18 octobre, qui pourront être « reconduites » site par site...

Les « journées d'action » et les « reconductibles » décrétées par les appareils syndicaux CGT, FO, Solidaires et FSU avec l'appui du PCF, de LFI, de LO, du NPA, du CCR-RP, de l'UCL, du POID..., ce sont des grèves limitées à l'avance et des grèves dispersées qui protègent l'État. Ce dispositif des bureaucrates a abouti à défaite sur défaite comme en 2003, en 2010, en 2019... Ensuite, les dirigeants et leurs adjoints en attribuent la responsabilité à la base. Il faut déborder les appareils, imposer le mouvement d'ensemble, la grève générale jusqu'à satisfaction.

La véritable « convergence des luttes », c'est la grève générale. La seule « généralisation » des luttes possible, c'est la grève générale. Le mouvement d'ensemble, la force rassemblée des travailleurs, c'est la grève générale, comme en juin 1936 et en mai 1968. C'est la voie de la victoire.

Bas les pattes devant le droit de grève ! À bas les réquisitions ! Renforcement des piquets de grève face aux menaces policières ! 10 % d'augmentation pour tous ! Échelle mobile des salaires ! Expropriation de Total et Esso !

L'exigence de la grève générale jusqu'à satisfaction est reprise par de nombreux syndicats de base et sections CGT, FO, SUD... Dans les réunions syndicales, dans les assemblées générales, il faut contraindre les appareils nationaux à cesser toute négociation des projets réactionnaires du gouvernement, les contraindre à lui déclarer qu'ils appellent à la grève générale. Classe contre classe !

Pour faire céder les patrons et vaincre le gouvernement, il faut que le mouvement soit contrôlé par des comités élus et centralisés à l'échelle nationale.

Le gouvernement avance ses pions

La loi durcissant les conditions d'attribution et d'indemnisation du chômage est adoptée le 17 novembre par les élus LR et Renaissance, moyennant un durcissement imposé par les sénateurs LR.

Les négociations sur les retraites vont bon train puisque deux cycles de concertation avec les directions confédérales ont eu lieu et puisque le dernier commence le 28 novembre, sans que LO, le NPA et compagnie le combattent. Le gouvernement va aligner au moins EDF et la RATP sur la durée de cotisation imposée aux travailleurs du secteur privé, en appliquant pleinement les mesures aux nouveaux entrants, selon la clause dite « *du grand-père* » pour mieux faire passer la pilule, comme il l'avait déjà fait à la SNCF.

Sans surprise, les chefs syndicaux continuent de participer aux concertations tout en avertissant que, si cela devait se terminer comme cela, ils opteraient pour une position « dure ». En réalité, ils ont déjà en préparation de nouvelles « journées d'action », voire des grèves reconductibles isolées par secteur comme celles qui ont conduit à la dé faite à la RATP et à la SNCF en décembre 2019.

Le projet de loi sur le renforcement de la police est en discussion à l'Assemblée nationale et le gouvernement s'apprête à le faire voter avec le soutien de LR et du RN et l'abstention du PS : 15 milliards supplémentaires, création de 200 brigades de gendarmerie, de 11 unités supplémentaires de forces mobiles, renforcement des équipements... Ici, l'austérité n'est pas au programme. À quoi pourrait s'ajouter, par voie d'amendement à la demande de LR, la création de 3 000 places supplémentaires dans les centres de rétention pour les étrangers en attente d'expulsion. La traque contre les migrants franchit un nouveau cap, Macron et Darmanin rivalisant avec le RN et LR.

La réaction sur toute la ligne contre les migrants

Le 3 novembre, on a d'ailleurs assisté à une comédie bien réglée à l'Assemblée nationale : le député RN Grégoire de Fournas lance au député LFI Carlos Martens Bilongo qui intervenait sur le sort du bateau *Ocean Viking* venu au secours des migrants en perdition en Méditerranée « *qu'il retourne en Afrique* ». Aussitôt, toutes les forces politiques de la NUPES à LR en passant par Renaissance font bloc pour dénoncer une attaque raciste contre le député LFI qui est noir. Mais pas une ne trouve tout aussi abject que le « *qu'ils retournent en Afrique* » soit adressé à plus de 200 personnes en danger de mort, comme le prétend le député RN pour se défendre ! Cette petite opération d'union de tous les « démocrates » contre le RN (pour faire oublier la motion de censure dix jours avant ?) s'est même terminée par une vibrante *Marseillaise* entonnée par Mélenchon et ses députés devant l'Assemblée nationale. Car chez ces gens-là, on défend la « République ».

Or le gouvernement républicain, après avoir vilipendé le RN pour ses positions racistes, se tourne alors vers la rade de Toulon où, après avoir joué la montre, il a été contraint

et forcé d'accepter l'accostage de l'*Ocean Viking* avec 234 migrants à son bord. Darmanin tempête contre l'Italie qui avait refoulé le bateau et renforce les contrôles à la frontière, plus un migrant en provenance d'Italie ne doit pouvoir passer ! À Toulon, les migrants naufragés sont accueillis par plus de 300 gendarmes et policiers de la république comme s'il s'agissait de dangereux délinquants.

La république, comme tout autre forme de gouvernement, est déterminée par son contenu ; tant qu'elle est la forme de la domination de la bourgeoisie, elle nous est hostile. (Friedrich Engels, 6 mars 1894)

Darmanin prévient immédiatement que tous ceux qui ne seront pas éligibles au droit d'asile seront refoulés. Il en trouve 44 après un premier examen, mais le temps pour instruire tous les dossiers excède les délais légaux de rétention des étrangers. La justice ordonne donc la remise en liberté de 108 d'entre eux. Mais leur sort reste des plus précaires. Et les dispositions légales seront modifiées dans le projet de loi en préparation pour instaurer le tri expéditif ou la rétention à rallonge.

Macron et Darmanin comptent bien à cette occasion sur les voix de LR et du RN et leur participation au débat pour aggraver le projet de loi présenté en janvier prochain. Car le ministre de l'Intérieur l'a bien expliqué, il s'agit d'être « *gentil avec les gentils et méchants avec les méchants* » (Darmanin, 2 novembre). Les gentils, ce sont les migrants qu'on peut accepter pour occuper des emplois dans des secteurs en tension, qui obtiendront un permis de travail. Mais si le secteur n'est plus en tension, ce permis sera supprimé, et le gentil rejoindra alors le camp des méchants, qui sont tous les autres, les déboutés du droit d'asile, tous ceux qui n'ont pas ou plus de permis de travail, qui ont reçu et vont recevoir une obligation de quitter le territoire français (OQTF), désormais traqués par la police, tous ceux à qui Darmanin demande aux préfets de « *rendre la vie impossible* » (25 octobre). Même les bailleurs sociaux seront prévenus si leurs locataires sont sous le coup d'une OQTF pour qu'il soit mis fin au bail ! Décidément, « la République » qui est l'alpha et l'oméga des sociaux-patriotes prend des allures de plus en plus pétainistes...

Rien n'est réglé

La possibilité d'engager la grève générale s'est momentanément refermée, mais elle pourrait se rouvrir sur la question des retraites ou une autre. Les obstacles politiques sont nombreux pour l'empêcher. La construction d'une organisation communiste révolutionnaire est nécessaire pour ouvrir la voie au renversement du gouvernement de la bourgeoisie pour lui substituer un gouvernement ouvrier, pour aller vers les États-Unis socialistes d'Europe.

24 novembre 2022

Enseignement professionnel : une attaque contre notre classe

Le 13 septembre, lors de la visite d'un lycée professionnel des Sables d'Olonne (Vendée), Macron annonce son intention de « réformer » l'enseignement professionnel. Dans la même ligne que les dernières attaques, l'objectif est de soumettre encore davantage les lycées professionnels aux besoins des capitalistes. Le projet prévoit d'accroître le temps passé en entreprise, de baisser à nouveau les heures d'enseignements généraux et de limiter les filières aux besoins des entreprises locales.

Après des années d'atteintes au droit à la qualification

L'enseignement professionnel est issu des conquêtes de 1944-1945, quand la classe ouvrière a arraché partiellement ses enfants aux griffes des patrons (avec la création des centres d'apprentissage, renommés CET puis LP). Comme le capitalisme restait en place, comme l'État bourgeois était sauvé par la collaboration de classe (ministres PS et PCF, association de la CGT et de la CFTC à la reconstruction...), l'apprentissage patronal et l'enseignement catholique étaient néanmoins maintenus et la formation permanente s'effectuait en dehors de l'éducation nationale.

Aujourd'hui, l'enseignement professionnel forme un tiers des lycéens français (650 000 élèves), venant principalement de la classe ouvrière. Selon le ministère de l'Éducation, 34,9 % des effectifs sont des enfants d'ouvriers contre 16,3 % dans la filière générale, 19,3 % sont enfants d'employés contre 15,7 % et seul 7 % ont des parents cadres contre 30 %. Plus d'un élève sur deux est issu d'un milieu défavorisé (55,4 %) contre un quart dans l'enseignement général (25,4 %).

Soucieux de cantonner le plus grand nombre d'enfants de travailleurs à leurs conditions, la professionnalisation de plus en plus précoce a toujours été défendue par le patro-

nat, les partis bourgeois et l'État. En 2001, le ministre délégué à l'enseignement professionnel du gouvernement Jospin voulait enrayer la baisse des effectifs en LP.

Est-il compréhensible, que face à la croissance qui reprend, les deux tiers de la baisse démographique soient répercutés sur l'enseignement professionnel ?
(Jean-Luc Mélenchon, 3 mars 2001)

Le futur Lider Maximo de la France insoumise, en plus d'ajouter dans les enseignements des LP et BEP une heure de propagande sur la République bourgeoise, la fameuse ECJS (éducation civique juridique et sociale), avait commencé à spécialiser étroitement en adéquation avec les besoins immédiats du capitalisme local en créant les « lycées des métiers ».

En 2008, le gouvernement Sarkozy-Darcos faisait passer la durée du bac professionnel de 4 à 3 ans, une dégradation considérable de la qualification, une économie conséquente pour l'État bourgeois et un handicap quasi-infranchissable pour les élèves qui désirent poursuivre leurs études.

En 2016, Vallaud-Belkacem fusionna des filières, faisant ainsi baisser le nombre d'enseignements spécifiques.

En 2019, Blanquer divisa par deux les volumes d'enseignement des matières générales.

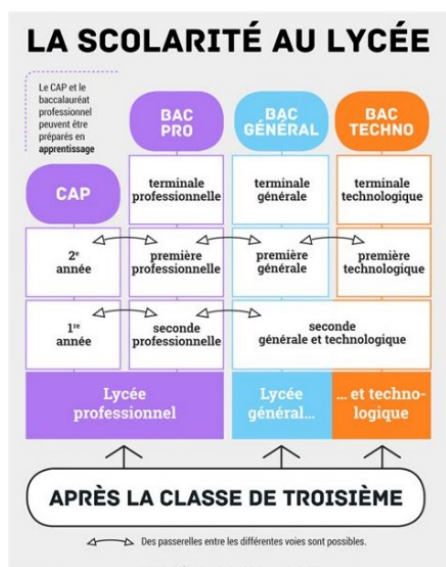
Chaque gouvernement a ajouté aux professeurs un lot de recherche de stage et de justification du travail accompli pour satisfaire aux différents indicateurs de contrôle mis en place, sans jamais augmenter les salaires en contrepartie.

Former une main-d'oeuvre peu chère et corvéable

Pour le gouvernement, la solution à la fuite des prolétaires devant les bas salaires et les conditions de travail infâmes est de refaçonner l'enseignement professionnel.

Le gouvernement va calibrer les filières professionnelles en direction des métiers qui peinent à recruter et que les gens désertent en raison de leurs conditions de travail défavorables. (Sigrid Gérardin, secrétaire générale du SNUEP-FSU, 20 minutes, 1^{er} septembre 2022)

Les ministres changent mais les exigences du capital restent les mêmes. Les établissements scolaires que ne fréquentent pas ses enfants doivent se limiter à la reproduction de la force de travail. C'est là la véritable définition de leur « égalité des chances ».



Plus que jamais, nous devons poursuivre ensemble le travail pour que dans la voie professionnelle comme ailleurs, la réussite et l'égalité des chances soient le moteur de nos actions. (Pap Ndiaye, Ensemble, construisons le lycée professionnel de demain, 27 octobre 2022)

Dans la continuité de la réforme Lang-Mélenchon de 2001, le gouvernement souhaite restreindre les formations proposées par chaque lycée professionnel aux besoins des entreprises locales. Limiter ainsi les possibilités futures des élèves en les rendant plus dépendants de certaines filières, voire de certaines entreprises, aura pour conséquence d'affaiblir la possibilité pour les diplômés de négocier les salaires en faisant jouer la concurrence. De l'autre côté, les entreprises jouiront de travailleurs immédiatement opérationnels, car formés chez elles à peu de frais grâce au financement de l'État. L'objectif étant de faire porter à l'éducation nationale le coût de l'adaptation des nouveaux salariés à leur poste de travail.

En ce sens, le projet vise à augmenter de 50 % les périodes de formation en milieu professionnel (PFMP), les stages que les élèves passent en entreprise, une main-d'œuvre offerte au patronat. En contrepartie, le gouvernement propose que ces périodes de stage soient rémunérées sans que le montant horaire ne soit encore précisé. Toutefois, le programme de Macron pour l'élection présidentielle de cette année proposait un maximum de 200 euros mensuels pour les mineurs et 500 euros pour les autres, là aussi versé par l'État. Une bien maigre rétribution alors que les lycéens en établissement professionnel sont à 39,5 % boursiers, contre 21,2 % pour les filières générales ou technologiques.

La réforme prévoit également de fermer certaines filières qui, selon le chef de l'État, « ne correspondent plus aux besoins » du capitalisme, et de remplacer tout ou partie des enseignements généraux au profit d'enseignements prodigués par des « intervenants » professionnels.

Il faudra assumer ensemble de fermer celles qui ne fonctionnent pas et développer celles qui marchent. Et en créer de nouvelles sur les métiers qui recrutent. (Emmanuel Macron, 13 septembre 2022)

La conséquence évidente va être des fermetures de LP, une réduction importante du niveau d'enseignement et du nombre de professeurs, les syndicats tablant à terme sur une perte de 8 000 à 10 000 postes sur les 60 000 actuels.

De plus, le patronat aura son mot à dire sur le contenu des enseignements puisqu'il est question de renforcer son influence dans les établissements, notamment en lui permettant de siéger dans les conseils d'administration des lycées. Il est prévu la possibilité de fixer localement les grilles horaires des enseignements.



LAVAL (MAYENNE), 18 OCTOBRE / RADIO FRANCE, MARTIN COTTA

Disloquant davantage le caractère national et public de l'enseignement professionnel, ce projet accroît les inégalités entre les élèves au regard de la renommée de l'établissement qu'ils ont fréquenté.

Négocier le projet du gouvernement ou arracher son retrait par la grève générale ?

Pour faire passer la contre-réforme, Macron, Borne, Ndiaye et Grandjean comptent utiliser la déclinaison par branche du Conseil de refondation de la république (CNR), méthode déjà utilisée dans d'autres secteurs de l'éducation et dans la santé.

Cette réforme passera, a insisté le chef de l'État, par une nouvelle méthode désormais bien connue des acteurs éducatifs, à qui elle a été présentée à plusieurs reprises depuis le printemps : des débats sur le terrain, qui réuniront l'ensemble des acteurs locaux pour proposer des solutions. (Le Monde, 14 septembre 2022)

L'offensive est frontale, tant contre les élèves que contre les travailleurs de l'enseignement professionnel. Pourtant, on trouve des responsables syndicaux pour prétendre que le gouvernement « n'a pas de boussole claire » (Sylvain Berthaud, secrétaire général du SGEN-CFDT, 2 novembre). Les autres, loin d'appeler au boycott de la concertation sur ses plans réactionnaires, se contentent de dénoncer « la méthode » et « le manque de concertation ».

Le président Macron persiste à vouloir imposer aux personnels sa réforme des lycées professionnels calquée sur le modèle de l'apprentissage. C'est un exemple révélateur que la méthode ne change pas : aucun bilan de la réforme précédente, aucune concertation en amont de cette annonce brutale et une feuille de route tardive et floue. (CGT, CNT, UNSA, SNALC, FSU, FO, SUD, 23 septembre 2022)

Les adjoints politiques des bureaucraties syndicales (PCF, PS, LFI, LO, NPA, RP...) camouflent la collusion de tous les appareils syndicaux avec le pouvoir.

Les annonces marquent le renoncement du Président de la République à la mission éducative du lycée professionnel. (LFI, 13 septembre 2022)

Avec cette réforme du lycée professionnel... la manifestation interprofessionnelle du 29 septembre, doit servir de point d'appui pour construire une riposte unitaire à l'ensemble des politiques de Macron. (RP, 5 septembre 2022)

Le « dialogue social » vanté par le gouvernement Macron n'existe pas dans l'éducation nationale : la réforme Blanquer a été mise en place avec une consultation très minimale des corps intermédiaires, et même de l'inspection de l'Éducation Nationale. C'est donc un véritable coup de force, dont personne n'est dupe. (NPA, 27 octobre 2022)

Devant le rejet massif de la « réforme » par les travailleurs des LP, l'intersyndicale décrète une « journée d'action » le 18 octobre. La CFDT appelle indépendamment de son côté le même jour. La grève a été très suivie (23 % de grévistes selon le ministère) mais reste une journée esseulée, comme voulu par les directions syndicales. Le SNETAA-FO majoritaire ayant appelé seul à prolonger le mouvement trois jours de plus n'a fait qu'isoler les plus combattifs. Persévérant dans leur sabotage, un nouvel appel est lancé pour le 17 novembre en même temps qu'une dérisoire pétition au président.

Trois jours après la journée d'action, le 21 octobre, les « groupes de travail sur la réforme de la voie professionnelle » se réunissent. Le SNETAA-FO boycotte cette première journée. La CGT Éduc'action et le SNUEP-FSU quittent la concertation en cours de route. La ministre déléguée Carole Grandjean continue la réunion avec le SNALC, le SGEN-CFDT et l'UNSA-Education. Mais toutes les directions syndicales acceptent le calendrier et le principe de la « concertation » parce qu'elles refusent d'isoler et d'affronter le gouvernement.

L'intersyndicale décrète donc une nouvelle « journée d'action » le 17 novembre. Une journée, là encore, sans autre perspective que de « faire entendre raison au gouvernement », tandis que le SNETAA-FO appelle seul à manifester à Paris le 19. Il faut vraiment la soumission la plus abjecte aux bureaucrates pour applaudir à ces diversions contre la grève générale pour arracher le retrait du projet contre l'enseignement professionnel, pour battre le gouvernement au service du capital.

Les deux journées de mobilisation des 16 et 17 novembre devaient encore approfondir le mouvement et peut-être lui donner une nouvelle dynamique. (LO, 16 novembre 2022)

Les professeurs, pourtant hostiles au projet, ne voyant pas dans ces journées à répétition le moyen de l'empêcher, de le faire retirer, le taux de grévistes chute (8,84 % le 17 selon le ministère). Les bureaucrates tentent d'achever ce qui reste de mobilisation dans les établissements.

D'ores et déjà, le SNUEP-FSU appelle à se saisir et contourner la semaine ministérielle des lycées professionnels prévue du 5 au 9 décembre, en organisant des actions fortes dans tous les établissements pour montrer notre exigence du retrait de ce projet de réforme. (SNUEP-FSU, 17 novembre 2022)

L'intersyndicale explose à l'approche des élections professionnelles (1-8 décembre) alors que les travailleurs pâtissent tous les jours de l'émiettement syndical. Le plus gros appareil se vautre dans le chauvinisme et veut soumettre les professeurs ainsi que les ouvriers et employés en formation à la petite bourgeoisie traditionnelle des petits commerçants et des artisans, qui eux-mêmes servent de dupes aux secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie (dont le RN).

Et pendant ce temps-là, le patronat, Medef en premier, revendique de faire appel à une immigration... Et pendant ce temps-là, les enfants de pauvres, les enfants de petits commerçants et artisans, les enfants des gilets jaunes, on leur propose de rester sur le quai de « la mondialisation heureuse » ... Les PLP avec le SNETAA FO ne caneront pas : ils défendent quoi qu'il en coûte une École républicaine... pour que chacun trouve sa juste place dans ce qui fait peuple : une nation forte, industrielle et écologique. Pour la France ! (SNETAA-FO, 23 novembre 2022)

Les autres rampent aux pieds du gouvernement du grand capital en inventant un « recul » qui n'existe que dans leurs têtes.

Le ministère de l'Éducation nationale a enfin concédé un premier recul en convoquant, dès vendredi, une réunion d'échanges sur la situation de la voie professionnelle hors cadre du projet de réforme. Être reçu par le ministère de l'Éducation nationale était une de nos revendications, c'est pourquoi nos organisations syndicales s'y rendront. (CGT, FSU, UNSA, SNALC, SUD, CNT, 24 novembre 2022)

Défense de la classe ouvrière, des travailleurs et des élèves des LP !

Retrait du projet Macron-Ndiaye-Grandjean ! Boycott de toute concertation avec le gouvernement sur ses mesures contre le droit à la formation ! Aucun capitaliste dans l'enseignement professionnel ! Suppression des CFA patronaux ! Satisfactions de toutes les revendications !

Pour cela il faut se réunir en assemblées générales avec les élèves et les parents, construire une coordination nationale réunissant les délégués élus et révoquables des assemblées générales !

24 novembre 2022

COP 27 : la feuille de vigne du capitalisme destructeur

Le dernier rapport du GIEC (avril 2022) constatait que, même si tous les engagements actuels des 200 États du monde étaient respectés, le seuil de 1,5°C de réchauffement était déjà hors de portée. En l'état actuel des engagements pris, mais non contraignants, la trajectoire aboutit en réalité à un réchauffement de la planète en 2100 compris entre 2,4 et 2,8°C, ce qui signifierait qu'une grande partie de la Terre deviendrait tout simplement inhabitable. La COP 27 allait-elle déclencher un sursaut salvateur ?

Celle-ci vient de s'achever le 20 novembre à Charm El-Cheikh, parrainée par Coca-Cola, bien connu pour son action en faveur de l'environnement et de la santé publique. Elle s'est tenue dans un pays, l'Égypte, où la dictature d'Al Sissi tire avantage de l'exploitation de l'immense gisement gazier en mer de Zohr avec un consortium de multinationales ENI, Rosneft, BP... Il s'est agi, comme pour les COP précédentes, d'une cérémonie rassemblant quelque 35 000 participants, mobilisant 400 jets privés, le moyen de transport le plus polluant par passager. Avec 636 lobbistes pour les groupes capitalistes de l'énergie fossile, plus que le nombre des représentants des 10 pays les plus touchés par le changement climatique, (Haïti, Bangladesh, Pakistan...).

Notre planète approche à grands pas de points de basculement qui rendront le chaos climatique irréversible. Nous sommes sur une autoroute vers l'enfer climatique, avec le pied toujours sur l'accélérateur (Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, 7 novembre)

Aussitôt dit et tout ce petit monde de dirigeants des principaux impérialismes (la Chine étant toutefois absente cette fois-ci), de gouvernements corrompus et de multinationales diverses a oeuvré pour qu'aucune entrave ne vienne perturber le déroulement des affaires.

La COP 27 a décidé à peu près que tout devait continuer comme avant, aucune mesure précise et surtout contraignante n'étant prise pour renverser la tendance actuelle. N'ayant abouti à rien sur le réchauffement climatique, l'assemblée s'est consolée en créant in extremis et après de laborieuses tractations un fonds pour les pertes et dommages, censé compenser les destructions dues au réchauffement climatique frappant les pays les plus pauvres. Simple détail, la question de savoir qui contribuera à ce fonds et pour quels montants est renvoyée à une date ultérieure.

Macron a fait mine d'être un peu déçu : « *plus de solidarité et plus d'ambition ! C'est ainsi qu'il faut agir pour baisser toutes nos émissions de CO₂* ». De même, la ministre de la transition énergétique, Pannier-Runacher, laquelle a des intérêts dans une entreprise pétrolière, a regretté « *qu'aucune avancée n'ait été obtenue sur la nécessité de faire des efforts supplémentaires de réduction des gaz à effet de serre et sur la sortie des énergies fossiles. C'est une vraie déception* ».

Solidarité ? Les réfugiés bangladais qui arrivent au péril de leur vie sur le sol français ne relèvent pas du droit d'asile et sont immédiatement expulsables, alors que le Bangladesh figure parmi les pays les plus touchés par le réchauffement climatique.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre ? Pourquoi Macron et sa ministre ne disent-ils mot du projet de Total associé à des compagnies chinoises qui doit démarrer en décembre en Ouganda pour l'exploitation d'un gisement pétrolier sous le lac Albert, dans une zone protégée ?

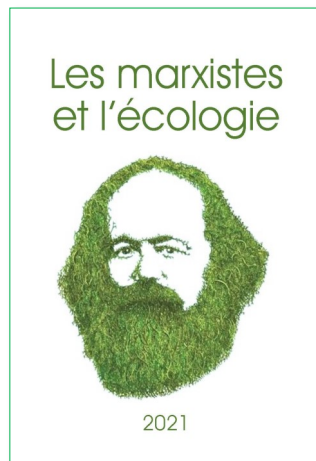
Je veux être ici très clair, fidèle à ce que j'ai déjà dit : la France soutient l'interdiction de toute exploitation des grands fonds marins. J'assume cette position et la porterai dans les enceintes internationales. (Macron, Discours à l'ouverture de la COP 27, 7 novembre)

Voilà qui est envoyé ! Mais qui croire, le Macron de la COP 27 ou le Macron de 2021, soucieux de faciliter pour l'impérialisme français « l'accès » aux métaux rares dans son très vaste domaine maritime, qui est le deuxième du monde après celui des États-Unis ?

L'exploration des fonds marins est un levier extraordinaire de compréhension du vivant, d'accès à certains métaux rares, de compréhension du fonctionnement de nouveaux écosystèmes d'innovation. (Macron, Présentation du plan France 2030 devant 200 chefs d'entreprises, 12 octobre 2021)

Le sort de centaines de millions de personnes est engagé à court terme par le réchauffement climatique, les dégâts déjà occasionnés sont considérables et les dirigeants du monde capitaliste bavardent et se défont tout en voyant très bien la catastrophe arriver. Le maintien du capitalisme à son stade pourrissant est organiquement incompatible avec le maintien d'une planète habitable pour tous. Il faut s'en débarrasser. Et le plus vite possible.

21 novembre 2022



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 26

Brésil : victoire présidentielle de Lula, persistance du bolsonarisme

Au Brésil, le pays le plus vaste, le plus peuplé et à la production la plus importante d'Amérique latine, les élections générales (présidentielle, parlementaires et provinciales) se sont déroulées simultanément les 2 et 30 octobre.

La victoire de Justesse de Lula

Le deuxième tour a vu la victoire électorale du ticket composé de Luiz Inacio Lula da Silva (77 ans, PT) et de Geraldo José Rodrigues Alckmin Filho (PSB) avec 50,9 % (59 millions de voix), contre 49,1 % (57 millions de voix) à celui du président sortant Jair Messias Bolsonaro (67 ans, PL) et du général et ancien ministre de la Défense Walter Braga Netto (PL). Le président et le vice-président élus entreront en fonction le 1^{er} janvier.

Ceux qui, en France, disent aux travailleurs se faire confiance à la démocratie bourgeoisie et de s'en contenter se réjouissent.

Après ses victoires en Colombie et au Chili, le renouveau de la gauche en Amérique latine est la réponse aux ravages de la réaction conservatrice et du néolibéralisme. (PS, 28 octobre 2022)

La victoire de Lula, c'est la victoire du peuple. (Jean-Luc Mélenchon, 30 octobre 2022)

L'élection de Lula à la présidence de la République du Brésil est une grande et importante victoire pour le peuple brésilien et les démocrates du monde entier. (PCF, Communiqué, 2 novembre 2022)

Ce résultat est en demi-teinte pour Lula & Alckmin. Par rapport au premier tour où le duo avait réuni 48,4 % des suffrages, il ne gagne que 2,5 points. Bolsonaro & Braga, quant à eux, augmentent de 5,9 points leur résultat qui était de 43,2 %. Pour finir, l'écart entre les deux candidats est très faible et il s'est même fortement resserré puisqu'il n'est que de 2 millions de voix sur un total de 124 millions de votants (156 millions d'inscrits). La participation s'élève à 79,4 %, avec tout de même 20,6 % d'abstentions et 4 % de blancs et de nuls. Il faut savoir qu'au Brésil le vote est obligatoire pour les citoyens de 18 à 70 ans.

En outre, dans le cadre de ces élections, Lula & Alckmin obtiennent, tant au premier qu'au second tour, leurs meilleurs scores dans treize États tandis que Bolsonaro & Braga l'emportent dans treize autres.

Deux candidats usés au service de la bourgeoisie brésilienne

Malgré sa médiocrité, le capitaine et fascisant Bolsonaro, qui change de parti comme de chemise (il était officiellement présenté cette fois-ci par le Parti libéral, PL), restait le candidat préféré de larges secteurs de la bourgeoisie et de la majorité de l'appareil d'État. Comme tout démagogue bourgeois, il a su réunir derrière lui les voix non seulement des capitalistes, mais de nombreux petits bourgeois (travailleurs indépendants et cadres), voire de travailleurs et de déclassés intoxiqués par les réseaux complotistes et les églises évangéliques. Il a bénéficié d'une phase d'expansion du capitalisme national (sur un an le PIB a augmenté de 3,2 %), portée par les exportations de produits agricoles et de matières premières.

La gestion désastreuse de la pandémie de covid avec plus de 700 000 morts, ce qui est un record mondial, la montée des prix (+7,2 % sur un an), la stigmatisation des minorités sexuelles, la destruction accélérée de l'environnement sous Bolsonaro n'ont pas joué autant qu'attendu pour le PT.

Lula, ancien dirigeant syndical de l'automobile durant la dictature militaire (1964-1985), fut l'un des fondateurs en 1980, du Parti des travailleurs (PT), un parti d'emblée réformiste. Le PT a été façonné par une aile de l'Église catholique, dite « théologie de la libération » (admirée par le PCF, LFI et le NPA)..

Pendant treize années (2003-2016), le PT a formé des gouvernements fronts populistes avec des partis bourgeois et forcément sur un terrain acceptable par eux. Lula et Rousseff ont augmenté les budgets de la police et de l'armée. Les renoncements et les trahisons successifs, la corruption de nombreux dirigeants et élus ont sapé sa base électorale, en particulier dans les agglomérations industrielles comme São Paulo.

Son colistier Alckmin est un vieux politicien bourgeois du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, un parti bourgeois malgré son nom), un catholique ultra-conservateur proche de l'Opus Dei, entré pour l'occasion au Parti socialiste brésilien (PSB, un parti bourgeois malgré son nom) en mars 2022. C'est un proche des capitalistes financiers et industriels, un anti-syndicaliste notoire. Il prône les privatisations. En 2018, il a proposé de transformer l'Amazonie en « chantier de construction ». En 2016, il avait soutenu avec vigueur le

Lula contre le droit à l'avortement

Les principes sociaux du christianisme sont des principes de cafards. (Marx, 12 septembre 1847)

Plus de 60 % des Brésiliens se déclare de rite catholique. Les adeptes des Églises évangéliques représentent, quant à eux, un quart de la population, et leur proportion augmente. La capacité de mobilisation du clergé chrétien fondamentaliste est suffisamment importante pour lui permettre de jouer un rôle politique. Dans leurs sermons, la plupart des pasteurs présentent Lula comme l'incarnation du mal et de Satan. À la chambre des députés et au sénat, ces cagots sont rassemblés dans un front d'un tiers des sièges.

La tragédie qui a traversé le Brésil au cours des dernières décennies a, entre autres, eu pour cause l'utilisation par les partis politiques des écoles publiques et des universités, devenues des instruments idéologiques qui préparent la jeunesse à la révolution communiste, à la dictature totalitaire à l'instar de l'Union soviétique et d'autres régimes sanguinaires. (Front parlementaire évangélique, *Manifeste à la nation : le Brésil aux Brésiliens*, 24 octobre 2018)

Bien que politiquement favorable au grand capital, le clergé évangélique recrute principalement dans les populations les plus pauvres en dehors des villes, là où l'Église catholique est absente.

Déjà, en octobre 2010, dans l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, pour contrer les attaques du mouvement « pro vida » encadré par les fondamentalistes, la candidate du PT Dilma Rousseff avait affirmé sa foi chrétienne et assuré ne pas vouloir modifier la législation sur l'avortement ni sur le mariage homosexuel. Et c'est, cette fois encore, la raison du cléricalisme affiché du candidat du PT. D'abord en avril 2022, alors qu'une partie de sa base réclame au moins la dépénalisation de l'avortement (il n'est toléré qu'en cas de viol, de danger pour la mère ou de non-viabilité du fœtus et constitue sinon un crime), Lula s'empresse de la rejeter.

Je suis contre l'avortement. J'ai cinq enfants, huit petits-enfants et une arrière-petite-fille. (Lula, *Rádio Jangadeiro Bandnews*, 7 avril 2022)

Un mois avant le premier tour, il participe à une réunion évangélique, lors de laquelle des pasteurs bénissent un Lula pieux la main tendue vers leur dieu. Au lendemain du premier tour, le bon résultat réalisé par Bolsonaro le convainc d'accentuer encore dans l'obscurantisme. Il réitère sur l'avortement.

Non seulement je suis contre l'avortement, mais toutes les femmes que j'ai épousées sont contre l'avortement. Et je pense que presque tout le monde est contre l'avortement. Non seulement parce que nous sommes des défenseurs de la vie, mais aussi parce que ce doit être une chose très désagréable et douloureuse pour quelqu'un de se faire avorter. (Lula, *O Estado de S. Paulo*, 7 octobre 2022)

Puis il se prosterne devant les obscurantistes.

Avec la prospérité que nous avons contribué à construire, c'est sous notre gouvernement que les Églises se sont le plus développées, surtout les Églises évangéliques, sans aucune entrave et elles ont même pu envoyer des missionnaires dans d'autres pays. (Lula, *Lettre d'engagement aux évangéliques*, 19 octobre 2022)

Il rassure ensuite les différents clergés sur les actions de son futur gouvernement, celui-ci « n'adoptera aucune attitude qui porte atteinte à la liberté de culte et de prédication ou qui crée des obstacles au libre fonctionnement des Églises ».

Au contraire, le candidat du PT compte bien maintenir la classe ouvrière et la jeunesse sous la coupe des responsables religieux en stimulant « de plus en plus le partenariat avec les Églises dans la prise en charge de la vie du peuple et des familles brésiliennes », feignant de s'alarmer sur les difficultés de la population brésilienne il explique avoir « besoin de l'aide des Églises pour inverser cette situation ».

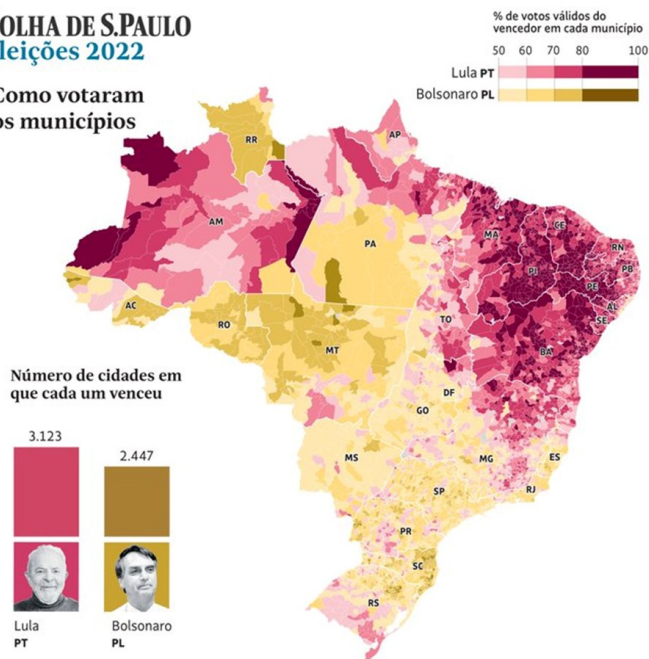
Loin de vouloir diminuer le poids de cet opium sur les travailleurs, le candidat du parti ouvrier bourgeois confesse son respect et son admiration pour les superstitions religieuses, explique qu'il sera élu avec « les bénédictions de Dieu » et réaffirme sa position réactionnaire sur la question de l'avortement.

Pour moi, la vie est sacrée, elle est l'oeuvre des mains du Créateur, et mon engagement a toujours été et sera toujours de la protéger. Je suis personnellement contre l'avortement et je rappelle à tous que ce n'est pas une question qui doit être décidée par le Président de la République, mais par le Congrès national. (Lula, *Lettre d'engagement aux évangélistes*, 19 octobre 2022)

25 octobre 2022

FOLHA DE S.PAULO eleições 2022

Como votaram
os municípios



processus de destitution de la présidente élue Dilma Rousseff (PT).

Si Lula & Alckmin sont élus en 2022, c'est grâce au vote massif des États pauvres, ruraux et catholiques du Nordeste, auquel s'ajoute un vote anti-Bolsonaro de nombreux travailleurs sans grandes illusions sur Lula ou le PT.

Lula converge sur l'essentiel avec Bolsonaro

Cette année, Lula a centré sa campagne sur l'économie, le chômage, la défense de l'environnement et la croissance. Mais sur ces thèmes, presque rien ne le distinguait d'autres candidats de partis bourgeois. Son programme électoral n'avait même pas un vague soupçon de socialisme pour faire illusion. La capitulation devant le capitalisme était déjà inscrite dans son alliance politique avec le parti bourgeois PSB. Il n'a en aucune façon remis en question les principales mesures de Bolsonaro.

On est très loin des fantasmes de l'émergence du communisme véhiculés par Bolsonaro et ses acolytes. Lula & Alckmin ont aussi repris à leur compte, sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la position de neutralité de Bolsonaro, qui correspond à la position majoritaire de leur bourgeoisie.

Je vois le président ukrainien être applaudi par tous les parlementaires européens. Ce type est aussi responsable de la guerre que Poutine. Une guerre n'a jamais un seul coupable. (Lula, 1^{er} mai 2022)

Comme en Argentine, au Mexique, en Inde, en Afrique du Sud, en Indonésie, la classe dominante estime que la guerre nuit à leur économie et qu'il serait imprudent de fâcher inutilement la Russie et la Chine.

Ce qui différenciait Lula & Alckmin était leur rejet du bolsonarisme, au nom de la « défense de la démocratie »

contre « le fascisme », alors que ce ne sont pas des bulletins de vote qui font obstacle au fascisme et que seule une orientation de lutte de classe, une rupture révolutionnaire avec le passé gouvernemental du PT, aurait affaibli le bolsonarisme.

Ce n'est pas encore l'heure du coup d'État

La Police fédérale et la Police fédérale autoroutière ont multiplié les opérations et les provocations, allant jusqu'à des violences graves dans le Nordeste, pour intimider l'électorat de Lula, empêcher des centaines de milliers d'électeurs de se rendre aux bureaux de vote souvent éloignés de leurs domiciles, en créant des bouchons, en supprimant ou en perturbant gravement la mise en oeuvre de la gratuité des transports en commun qui est coutumière les jours d'élections dans les régions pauvres et les grandes banlieues. Même s'il n'y a pas encore de parti fasciste de masse, la campagne a été émaillée d'agressions et d'assassinats de militants ouvriers par les nervis bolsonaristes aidés par les flics.

Après l'annonce des résultats, les patrons du transport routier aidés d'hommes de main et de policiers, ont bloqué plusieurs jours des centaines d'axes routiers dans tout le pays, suppliant l'armée d'intervenir. Bolsonaro n'a fait aucune déclaration pendant 48 heures pour finalement dire qu'il « *autorise la transition* », sans reconnaître explicitement sa défaite électorale. De fait, l'état-major n'a pas décidé d'un coup d'État. Cela ne signifie pas qu'au sein de l'armée, aucun officier n'était tenté. Mais la majorité de la bourgeoisie et son appareil d'État ont jugé qu'il n'y avait pour l'instant aucun danger pour la propriété privée.

Pour les mêmes raisons, entre les deux tours, Lula & Alckmin ont bénéficié des désistements de Simone Tebet du Mouvement démocratique brésilien (MDB) et de Ciro Gomes du Parti démocratique travailliste (PDT, un autre parti bourgeois).

Les bolsonaristes emportent les autres élections

Par ailleurs, les élections régionales qui avaient lieu en même temps, ont offert un plus grand nombre de gouverneurs au PL qu'au PT. De même, les élections parlementaires ont donné 187 sièges à Bolsonaro et ses amis, contre seulement 108 à Lula et ses alliés douteux.

Cela confirme que le courant politique réactionnaire à caractère fascisant qui a émergé en 2018 avec la figure de Bolsonaro n'était pas qu'un feu de paille. Il traverse la bourgeoisie, rallie une grande partie de l'encadrement, des indépendants et des déclassés, est très majoritaire dans les corps de répression.

Lula n'accordera même pas aux masses les miettes de son premier mandat. Ses engagements pour la préservation de l'Amazonie vont se heurter de front aux intérêts du capitalisme agraire. Le premier discours du nouveau président ne s'adresse pas à la classe ouvrière des

villes, aux travailleurs du secteur informel, aux domestiques, aux ouvriers agricoles, aux paysans pauvres, mais supplie la bourgeoisie et l'armée de le laisser, lui et ses comparses, occuper les postes pour garantir la paix sociale.

Je veux débiter cette petite prise de parole avec mes remerciements à Dieu... Ce n'est pas une victoire pour moi, ni pour le PT, ni pour les partis qui m'ont soutenu dans cette campagne. C'est la victoire d'un immense mouvement démocratique qui s'est constitué, au-delà des partis politiques, des intérêts personnels et des idéologies, pour que la démocratie en sorte victorieuse... Le peuple brésilien veut retrouver l'espoir. C'est ainsi que je comprends la démocratie. Pas seulement comme un beau mot écrit dans la loi, mais comme quelque chose de tangible, que nous sentons dans notre peau, et que nous pouvons construire au quotidien. (Lula, 30 octobre 2022)

Fernando Henrique Cardoso (PSDB) qui a présidé le Brésil de 1995 à 2002 a conclu que « la démocratie avait gagné, le Brésil avait gagné ». En guise de démocratie, de fortes tensions traversent la future coalition gouvernementale. Entre les quatorze formations politiques intéressées, la bataille pour les postes a déjà commencé.

Il faut construire un parti révolutionnaire

Aucune illusion ne doit être entretenue sur le gouvernement front populiste, de coalition avec la bourgeoisie « démocratique » qui gèrera loyalement le capitalisme brésilien à partir de janvier 2023. Les intérêts du prolétariat et de la bourgeoisie étant inconciliables, il devra nécessairement décevoir et affronter les masses.

La seule force sociale réellement capable de défendre les libertés démocratiques est la classe ouvrière. Un parti ouvrier révolutionnaire aurait combattu pour que le PT rompe immédiatement avec la bourgeoisie et ses partis. Autour de ses candidats à toutes les élections, un parti ouvrier révolutionnaire aurait organisé une campagne résolue pour les revendications transitoires indispensables à la classe ouvrière, à la paysannerie pauvre, aux Amérindiens, qui devraient constituer l'ossature d'un gouvernement ouvrier. Un parti ouvrier révolutionnaire appellerait toutes les organisations ouvrières et populaires (partis, syndicats de salariés, mouvements paysans, syndicats étudiants...) à s'unir pour se défendre contre les nervis des grands propriétaires, contre la police, contre les groupes fascistes...

En constituant des comités d'action dans les villes, les quartiers populaires, les usines, les administrations, les transports publics, les universités, il serait possible d'entraîner de larges couches de travailleurs des villes et des campagnes afin d'écraser la menace réactionnaire et d'ouvrir une perspective révolutionnaire.



PALHOÇA, 31 OCTOBRE, BLOCAGE D'UNE AUTOROUTE / PHOTO ANDERSON COELHO

Vu l'opposition entre la politique du futur gouvernement de front populaire et les besoins des masses, il faut que le prolétariat ouvre la voie de la lutte contre le capitalisme, du pouvoir des travailleurs, du socialisme. La classe ouvrière n'a pas besoin d'un autre PT, mais d'un Parti bolchevik.

Il est plus que nécessaire que les militants communistes révolutionnaires dispersés sur le territoire entre fractions et groupes de taille réduite constituent une organisation prolétarienne d'envergure nationale.

19 novembre 2022

RÉVOLUTION COMMUNISTE

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente
Imprimé par le GMI. Directeur de publication : Étienne Valy

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 12 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de ARTP
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, catalan, espagnol, esperanto, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupe-marxiste.info

Site de PD/Turquie : patronsuzdunya.com

Le dessin du crieur est de Honoré, assassiné par les islamistes le 7 janvier 2015 avec Cabu, Charb, Tignous et Wolinski.

Italie : la coalition réactionnaire Meloni-Salvini-Tajani au pouvoir

Fratelli d'Italia remporte les législatives

Avec 26 % des voix (4 % en 2018), Fratelli d'Italia (FdI) devance largement les deux autres partis réactionnaires avec lesquels il a fait alliance pour les élections anticipées du 25 septembre : la Lega (L) de Salvini obtient 8,7 % et Forza Italia (FI) de Berlusconi, 8,1 %. Ce bloc pesait 37 % en 2018, ce qui montre donc une progression mais pas un raz-de-marée. La traduction en sièges lui assure une majorité absolue dans les deux chambres, 237 députés sur 400 et 115 sénateurs sur 206. Le taux de participation, à 64 %, accuse une baisse de 9 points par rapport au précédent scrutin et les quartiers populaires ont été les plus abstentionnistes.

Frères d'Italie, parti ultra-réactionnaire, a été constitué en 2012 ; comme son nom l'indique, c'est une organisation nationaliste, xénophobe, suant l'arriération catholique. Tous ses dirigeants ont fait leurs classes chez les fascistes et le coup de peinture que réclame toute campagne électorale ne peut masquer la pourriture des fondations. À commencer par Meloni, la nouvelle première ministre. Elle a dirigé le Front de la jeunesse du MSI (Mouvement social italien, fondé en 1946, héritier direct du PNF de Mussolini) puis de l'Alliance nationale (AN) qui lui a succédé, a été députée sous cette étiquette et ministre de Berlusconi. À la chute de ce dernier, entraînant l'effondrement de l'AN qui avait joué la dédramatisation en fusionnant avec FI, elle décide de regrouper les orphelins du MSI ancienne formule et crée FdI. Teinte en blond comme son amie Marine Le Pen, elle réinstalle la flamme mussolinienne sur le logo de son parti, « *un symbole dont nous sommes fiers* », martèle le slogan « *Famille, patrie, Dieu* » qui se passe de commentaires, crache sa haine des étrangers s'ils sont pauvres, des homosexuel(le)s, dénonce l'avortement, conspuie les mesures anti-covid : la réaction sur toute la ligne.

Oui à la famille naturelle, non au lobby LGBT ! Oui à l'identité sexuelle, non à l'idéologie du genre ! Oui à la culture de la vie, non à l'abîme de la mort ! Oui aux valeurs universelles de la Croix, non à la violence islamiste ! Oui aux frontières sûres, non à l'immigration de masse ! Oui au travail de nos citoyens, non à la grande finance internationale ! Oui à la souveraineté du peuple, non à la bureaucratie de Bruxelles ! Oui à notre civilisation, non à ceux qui veulent la détruire ! (Giorgia Meloni « Discours dans un rassemblement de Vox / Espagne », 13 juin 2022)

Le cofondateur de FdI s'appelle Ignazio (Benito de son deuxième prénom...) La Russa. Élu le 13 octobre président du sénat, ce qui en fait le second personnage de l'État italien après le président de la république, il collec-

tionne les obscénités fascistes, statues et médailles de Mussolini, photos et livres sur les Chemises noires, sur l'Italie coloniale... En février 2020, il se moque des mesures de distanciation physique face à la pandémie de coronavirus : « *Fais le salut romain, il est antiviral et antimicrobien* » (*Le Parisien*, 13 octobre 2022).

Tirant les leçons de la domestication du MSI-AN, Meloni se garde bien d'entrer dans les différentes coalitions gouvernementales entre 2012 et 2022. Quand le Mouvement 5 étoiles (M5S), Salvini et sa Lega intègrent le gouvernement d'union nationale de Draghi en février 2021, FdI peaufine son image de seul parti d'opposition. Au moment où le M5S puis les Salvini, Berlusconi et compagnie lâchent Draghi, en juillet 2022, FdI clairotte qu'il a eu raison avant tous les autres. Voilà qui explique pourquoi FdI a siphonné largement les votes qui se portaient auparavant sur L et FI et une partie des voix du M5S qui passe de 32 à 15,6 %.

L'installation du gouvernement Meloni

Meloni a donc été désignée pour former le 65^e gouvernement que l'Italie a connu depuis la proclamation de la république. Elle a déclaré ne pas vouloir être appelée « présidente du conseil », mais « président » : imaginez qu'on la prenne pour une féministe... Une circulaire officielle a donc été publiée, indiquant que « *Monsieur le président du Conseil des ministres* » est « *la formulation exacte pour se référer à la titulaire de la fonction* ». Le ridicule a finalement tué la circulaire dès le lendemain...

Sans doute dans le respect des « lois naturelles » chères aux réactionnaires, 5 des 6 ministres femmes (sur 24) du gouvernement Meloni se voient confier la famille et la natalité, le handicap, les politiques sociales, le tourisme, l'enseignement supérieur.

Le 25 octobre, Meloni a déclamé son discours de politique générale devant les députés, soucieuse de donner des gages de bonne conduite des affaires du capital italien, d'affirmer son engagement à respecter les règles budgétaires de l'UE. À la clé, les quelque 200 milliards d'euros d'aides et de prêts votés à Bruxelles pour financer le plan de relance italien post-covid, plan que FdI n'avait pas voté dans l'opposition et dont il ne peut se passer en gouvernant. Lisser les aspérités, tel était le mot d'ordre, d'où la dénonciation de « *tous les totalitarismes* », l'engagement à ne pas revenir sur les droits civils arrachés par les homosexuel(le)s ou sur le droit d'avorter, la promesse de défendre le pouvoir d'achat en même temps que le soutien aux « *entreprises* », l'attachement à l'Alliance atlantique et « *la nation* » à chaque phrase... autrement dit, le discours que tiennent la plu-

part des chefs des gouvernements bourgeois en Europe. Pour la touche locale, beaucoup de « *famille* », des références religieuses, la volonté de « *voir l'Italie passer à un système semi-présidentiel sur le modèle français* ».

Les premiers actes

Ayant choisi Bruxelles pour son premier déplacement à l'étranger le 3 novembre, Meloni a caché ses crocs jusqu'au moment où les représentants du gouvernement allemand lui ont demandé « *d'apporter rapidement son aide* » aux personnes recueillies en Méditerranée, sur trois navires, deux sous pavillon norvégien et l'autre sous pavillon allemand. La veille, son ministre de l'intérieur, Piantedosi (FdI), avait annoncé dans la presse italienne le refus d'ouvrir les ports aux rescapés bloqués en mer, dans les eaux sous contrôle de l'Italie. La crise s'est nouée en un face à face avec le gouvernement Macron qui a fini par accepter qu'un des bateaux, l'*Ocean Viking* accoste à Toulon, après trois semaines d'attente en Méditerranée centrale, où au moins 1 340 personnes sont mortes noyées cette année.

Le 31 octobre, le gouvernement Meloni a adopté un décret-loi pour interdire les fêtes techno clandestines : de trois à six ans de prison pour les organisateurs, la possibilité de leur mise sur écoute policière, de 1 000 à 10 000 euros d'amende, des sanctions pour tous les participants... Comme la jeunesse italienne ne passe pas son temps à s'écarter, que la rave-party qui s'est déroulée quelques jours avant à Modène n'avait pas nécessité de décret-loi pour être interrompue, que les sanctions encourues sont totalement disproportionnées, il est clair que ce texte liberticide vise non seulement la jeunesse qui ne s'amuse pas au son du clairon mais tous ceux que les Meloni-Salvini appellent « *agitateurs* » ou « *contestataires* ». En effet, relève de ces sanctions « *l'invasion de terrains et d'édifices en présence de plus de 50 personnes* », susceptible de provoquer « *des dangers pour la sécurité publique, l'ordre public* ». La mesure peut s'appliquer aux manifestations et rassemblements de protestation spontanés, aux occupations du lieu de travail par les grévistes, d'universités par des étudiants, de logements vides par des sans-abris, des mal-logés...

Également évoqué, « *le danger pour la santé publique* » montre tout son sérieux quand on sait que le gouvernement Meloni vient d'autoriser les personnels de santé non-vaccinés à reprendre le travail.

Au service d'un capitalisme affaibli et agressif

La dette publique dépasse les 150 % du produit intérieur brut, ce qui fait de l'Italie le pays le plus endetté de la zone euro après la Grèce. Les taux d'emprunt public à 10 ans sont supérieurs à 4 %, contre 1,3 % en début d'année. S'ils restent à ce niveau, ils renchériront le coût de la dette. La balance commerciale accuse un déficit de 13,7 milliards d'euros sur les sept derniers mois alors qu'elle était excé-

dentaire de 37,5 milliards sur la même période de 2021. L'inflation atteint 12 % sur un an (13 % pour les produits alimentaires), le taux de chômage est à 8 % et le FMI table sur une récession en 2023.

Les premières mesures économiques programmées par le gouvernement Meloni servent à consolider sa base électorale de petits capitalistes, commerçants, indépendants : baisse générale des impôts de 5 %, extension du plafonnement à 15 % des impôts à ceux qui déclarent jusqu'à 100 000 euros par an, « *trêve fiscale* » pour les PME mises en difficulté par la hausse du prix de l'énergie, pas d'impôt pendant trois ans pour les « *jeunes créateurs d'entreprise* », allègement de la fiscalité sur l'emploi... Même pas peur de creuser le déficit quand il s'agit d'arroser les copains.

Le slogan de mon gouvernement sera : nous ne dérangerons pas ceux qui veulent faire. (Giorgia Meloni, *Les Échos*, 25 octobre 2022)

Par contre, il est urgent d'abolir le « *revenu de citoyenneté* », moins de 500 euros mensuels, que touchent 1,2 million de foyers.

C'est de la méthadone d'État... La mentalité de l'assistanat qui ne résout pas le problème de la pauvreté. (Giorgia Meloni, *Les Échos*, 25 octobre 2022)

Le gouvernement Meloni entend faire « *respecter son intérêt national comme savent le faire la France et l'Allemagne* », d'où le ministère du *Made in Italy*, l'extension du dispositif de protection des entreprises « *stratégiques* » (toute acquisition de plus de 5 % du capital d'une société italienne par un investisseur étranger sera soumise à une autorisation préalable), la demande de plafonnement du prix du gaz à l'échelle européenne et la création d'un fonds de solidarité qui, bien ordonné, commencerait par servir l'Italie...

S'organiser pour se défendre

Les partis FdI, L et FI ont essayé pendant la campagne électorale de cacher leur nature foncièrement bourgeoise, leur soutien indéfectible au capital, sous les slogans habituels des populistes et des fascistes, brouillant les frontières de classe, soufflant la haine patriote. Au gouvernement, les mini-masques vont vite tomber. Retraites, indemnités chômage, libertés démocratiques : le prolétariat devra affronter le gouvernement et ses agents pour défendre ses intérêts propres. De tous les syndicats et partis qui disent parler en son nom, il exigera qu'ils s'unissent dans la lutte contre les attaques du gouvernement. En s'organisant dans les assemblées générales, les comités d'action et de grève, il réunira les conditions de la défaite du gouvernement Meloni-Salvini-Tajani.

26 novembre 2022

Chine

Le congrès du PCC et la colère qui gronde



ZHENGZHOU, 23 NOVEMBRE
DES OUVRIERS DE FOXCONN AFFRONTENT LA POLICE

La lutte contre la corruption pour redorer l'image du parti unique

Tous les 5 ans, le fastueux congrès du Parti « communiste » de Chine (PCC) se tient avec plus de 2 000 délégués (dont bon nombre de capitalistes) qui ne débattent pas vraiment. Ils sont convoqués pour applaudir le chef et pour entériner les tractations antérieures et cachées des sommets du parti unique pour désigner les gouvernants officiels de la deuxième économie mondiale et de ses 1,4 milliard d'habitants. Depuis 2012, le nouveau secrétaire général Xi Jinping a mené une lutte de fraction victorieuse contre les autres cliques bourgeoises. En 2017, il a fait renouveler son mandat et nommer ses alliés pour écarter les concurrents. En 2018, il a modifié la constitution qui limitait son poste à deux mandats consécutifs. Il dispose d'un congrès apparemment à sa botte.

La lutte contre la corruption a consolidé sa position de chef suprême et relégitimé le PCC. En 10 ans de règne de Xi, plus de 1,5 million de « tigres » (les corrompus de haut rang) et de « mouches » (les petits corrompus) ont été exclus et sanctionnés par la justice. L'état-major était particulièrement renommé pour son avidité. Plus de 70 généraux ont été limogés.

Les « renards », les enrichis qui ont fui à l'étranger en siphonnant au total 800 milliards de yuans (100 milliards d'euros) ne sont pas à l'abri. En août 2022, Xiao Jinhua, PDG milliardaire de Tomorrow, est condamné à 13 ans de prison, après avoir été enlevé en 2017 à Hongkong, malgré son passeport canadien.

Mais il s'agit d'une tâche sans fin, surtout quand il n'y a qu'un parti autorisé. En septembre 2022, Sun Lijun, vice-

ministre de la sécurité publique, et Fu Zhenghua, ministre de la justice, tous les deux nommés par Xi en 2018, sont condamnés à mort (avec sursis).

Les priorités selon Xi

Le discours d'ouverture de Xi rappelle qu'il faut « *éliminer avec fermeté les vices des institutions* », « *faire régner une discipline rigoureuse* ». Cet autoritarisme vaut avant tout pour les centaines de millions de travailleurs des villes et des campagnes.

La sécurité nationale constitue le fondement du renouveau de la nation, et la stabilité sociale, la condition préalable à la prospérité du pays. (Xi Jinping, Rapport au 20^e congrès du PCC, 16 octobre)

Dans ce régime, le chef suprême est réputé infaillible.

La coordination entre la lutte contre l'épidémie et le développement économique et social a obtenu des résultats positifs importants. (Xi Jinping, Rapport, 16 octobre)

À propos de Hongkong où l'impérialisme chinois a supprimé la plupart des libertés démocratiques, Xi assure que « *la situation a connu un retournement majeur et que l'ordre y a été rétabli.* ».

Contre le droit à l'autodétermination de la population de Taïwan, le message est clair :

S'agissant de Taïwan, nous avons mené, sans aucune hésitation, des luttes importantes contre les activités sécessionnistes des partisans de l'« indépendance de Taïwan » et contre les graves provocations des forces étrangères... Nous ne pouvons garantir que nous n'aurons jamais recours à la force et nous gardons toutes les options ouvertes. (Xi, Rapport, 16 octobre)

Les représentants politiques de l'impérialisme chinois ont conscience que ses rivaux veulent le refouler par tous les moyens.

Les courants opposés à la mondialisation commencent à gagner du terrain, l'unilatéralisme et le protectionnisme montent en puissance, la reprise de l'économie mondiale s'essouffle, les conflits et bouleversements régionaux deviennent fréquents. (Xi, Rapport, 16 octobre)

En conséquence, le pouvoir veut se « *préparer à affronter les rudes épreuves qui se succéderont telles des tempêtes, voire des ouragans* ». Face au projet de Biden de limiter l'accès aux semi-conducteurs performants produits par Taïwan et la Corée du Sud, le chef du PCC en appelle à l'autosuffisance nationale.

Pour pouvoir rivaliser, il faut « *faire rapidement de l'armée populaire une armée de premier rang mondial* ». Contre l'alliance initiée par les États-Unis pour fédérer l'Australie, le Japon, l'Inde et la Corée du Sud, Xi défend « *la priorité de l'armée vers les préparatifs de guerre et de combat* ».

Les firmes multinationales chinoises et l'État qui les défend interviennent sur tous les continents.

En dix ans, la Chine a accordé environ 1 000 milliards de dollars de prêts et d'autres fonds pour des projets de développement dans près de 150 pays, tels que l'Équateur et l'Angola. La Chine est devenue le premier créancier officiel du monde. (Wall Street Journal, 26 septembre 2022)

D'ailleurs, la Chine joue sa carte dans la guerre de l'impérialisme russe contre l'Ukraine.

La Chine soutiendra également fermement la partie russe, sous la direction du président Vladimir Poutine, pour qu'elle unisse le peuple russe. (Wang Yi, ministre des affaires étrangères, Le Monde, 30 octobre 2022)

Comme d'habitude, les 2 296 délégués représentant les 96,7 millions d'adhérents du PCC votent à l'unanimité la résolution finale. Celle-ci instaure « *la pensée Xi Jinping* » dans les statuts du parti. Les 6 autres membres qui composent le « comité permanent du bureau politique », dépourvu comme d'habitude de toute femme, sont tous des proches de Xi. Parmi les promus, le chef de Pékin, Cai Qi, est renommé pour avoir fait détruire en 2017 les abris de fortune des ouvriers venus des campagnes, et le chef de Shanghai, Li Qiang, qui est responsable de longues semaines d'un confinement autoritaire cette année.

La colère gronde

Malgré le degré inouï d'espionnage et de répression, la colère gronde à cause de la sécheresse estivale, de la répétition des confinements drastiques, de la crise immobilière. Quatre banques du Henan en difficulté avaient bloqué au début de l'année les comptes de 400 000 clients. En juillet, des milliers de petits épargnants qui manifestent sont attaqués et dispersés par les policiers. Le chômage urbain des 16-25 ans atteint officiellement 17,9 % (BNSC, octobre).

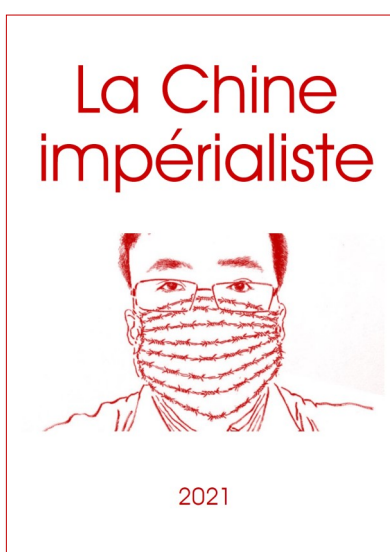
Les confinements étaient indispensables face au covid quand il n'existait ni vaccin ni traitement. Le gouvernement opposait alors « le chaos de l'ouest » à « l'ordre de Chine ». En fait, l'État chinois avait été long à réagir,

faute de syndicats libres, de médias indépendants et de partis d'opposition. Il avait persécuté en janvier 2020 le médecin donneur d'alerte, Li Wenliang.

Malgré la mise au point de vaccins, y compris en Chine, le pouvoir s'obstine dans les mesures d'hier, ce qui suscite une résistance grandissante.

Des étudiants manifestent sur plusieurs campus contre les confinements massifs à répétition.

Ces mesures grippent aussi les chaînes de production. À l'obligation des tests (3 fois par semaine pour avoir le droit de se déplacer) s'ajoute parfois le manque de nourriture et de soins. Il arrive que des ouvriers fuient les lieux d'exploitation et de confinement.



CAHIER RÉVOLUTION COMMUNISTE N° 31

Plus d'un mois s'est écoulé depuis que les premiers cas de covid-19 ont touché l'usine d'iPhone de Foxconn à Zhengzhou, dans la province du Henan, ce qui a incité la direction à placer les travailleurs en confinement tout en maintenant la production dans un système en circuit fermé. Les travailleurs ont dû se soumettre à des tests PCR quotidiens et n'ont pas pu quitter la zone industrielle. Les conditions précaires de vie et de travail des quelque 300 000 travailleurs de l'usine de Zhengzhou, la plus grande unité de production d'iPhone au monde, ont poussé des milliers de personnes à fuir à pied. (China Labour Bulletin, 8 novembre 2022)

Pour se procurer de la main-d'œuvre, le patron promet des salaires plus élevés. Mais comme il refuse de tenir parole,

des affrontements ont eu lieu avec la police le 23 novembre.

En défendant leurs revendications économiques (salaire, temps de travail, protection sociale, conditions de travail...), en exigeant les libertés démocratiques (droit d'organisation, de manifestation, de presse), en reconnaissant le droit des minorités nationales à l'autodétermination, le prolétariat peut rallier les opprimés et former un gouvernement ouvrier et paysan sur les décombres de l'État bourgeois. Un tel pouvoir, appuyé sur les travailleurs en armes, élu par les conseils des entreprises, des villes, des villages, sera en mesure d'exproprier les grands groupes capitalistes chinois et étrangers et d'ouvrir la voie du socialisme.

Pour terrasser la classe des exploiters aujourd'hui représentée par le PCC et par Xi, la classe ouvrière a besoin d'un parti révolutionnaire, section d'une internationale révolutionnaire.

26 novembre 2022

Histoire du Parti communiste chinois (6) : 1939-1940

Contrairement à la continuité affichée par Xi pour des raisons nationalistes, on trouve sous le même nom de PCC des organisations qui sont de plus en plus éloignées du communisme :

- une petite organisation ouvrière révolutionnaire, née de la révolution russe [1921-1923, voir *Révolution communiste* n° 47]
- l'auxiliaire du parti nationaliste bourgeois GMD [1923-1927, voir *Révolution communiste* n° 48]
- un parti-armée basé sur la paysannerie et lié à la bureaucratie de l'URSS [1927-1949, voir *Révolution communiste* n° 49, 50, 51]
- l'instrument politique de la bureaucratie d'un État ouvrier analogue à l'URSS stalinienne [1950-1992]
- le parti unique de la nouvelle bourgeoisie chinoise [1992-...].

1939 : le front uni antijaponais

Lancée en 1937, l'invasion impérialiste est d'une rare cruauté, même si le Japon évite le terme « guerre » pour éviter les sanctions internationales. Après la perte de Wuhan fin 1938, Jiang Jieshi (Chiang Kaï-shek) replie le gouvernement du parti nationaliste bourgeois Guomindang (GMD) sur Chongqing. Un tiers de la Chine est occupé au nord et à l'est ; les grandes villes et les voies ferrées sont sous contrôle nippon. Son armée est mal équipée, d'autant que plusieurs usines d'armement sont tombées aux mains de l'envahisseur.

Pour préserver ses frontières face au Japon et défendre ses privilèges de caste sociale, la bureaucratie du Kremlin fournit un soutien conséquent.

Entre 1937 et 1941, l'Union soviétique fournit à la Chine 904 avions, 82 chars, 1 140 pièces d'artillerie, 9 702 mitrailleuses, 50 000 fusils d'assaut, 180 millions de munitions, 31 600 bombes, 2 millions d'obus, 602 tracteurs, 1 516 automobiles, plusieurs milliers de conseillers militaires et quelques pilotes de chasse. L'URSS devint ainsi un énorme fournisseur d'armes pour la Chine. (Kristian Gautier, *La Bataille de Nomonhan*, Université du Québec, 2016, p. 86)

Malgré des pertes importantes, le gouvernement GMD tente deux contre-offensives qui échouent au printemps et à l'automne 1939.

L'année 1939 sera marquée par la conquête de Hainan (10 février), par la bataille de Nanchang (mars-avril) qui donnera la capitale du Kiangsi aux Japonais. La première bataille de Changsha en septembre et en octobre sera le grand événement de l'année. Les Japonais y engageront près de 100 000

hommes et s'empareront d'une bonne part de la récolte de cette riche province. (Jacques Guillerma, *Histoire du Parti communiste chinois*, Payot, 1975, t. 1, p. 296-297)

La signature du traité germano-soviétique le 23 août 1939 change les relations entre l'URSS et Jiang. Le front uni entre le PCC et GMD est voulu conjointement par Staline et Mao Zedong. Selon Staline, l'armée du PCC doit se ranger sous la discipline de l'état-major du GMD. Officiellement, l'Armée rouge disparaît et devient la 8^e armée de route de l'Armée nationale révolutionnaire. Mais Mao manœuvre et maintient intelligemment un commandement indépendant.

Renforcer l'unité entre tous les partis antijaponais, en particulier l'amitié entre le GMD et le PC —ce sont les principes de base pour surmonter le danger en Chine, et faire en sorte que le gouvernement soit en mesure d'atteindre ses objectifs, surmonter la situation actuelle et vaincre l'agresseur japonais. (CC du PCC, « Notre opinion sur le travail passé de l'Assemblée et la situation actuelle », 8 septembre 1939, dans Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 896)

Comme celles des autres partis « communistes » de l'époque, la direction du PCC n'oublie pas de fêter l'anniversaire du chef suprême.

Fêter Staline, ce n'est pas une formalité. Fêter Staline, c'est prendre parti pour lui, pour son oeuvre. (Mao Zedong, « Staline, l'ami du peuple chinois », 20 décembre 1939, *Oeuvres choisies*, ELE, t. 2, 1967, p. 357)

1939-1940 : l'extension des zones libérées

La guerre et le blocus japonais font grimper les prix des importations de 72 % en 1938 et de 100 % en 1939. Le recours à la planche à billets conduit à une inflation galopante : 49 % en 1937, 83 % en 1939, 124 % en 1940.

La bourgeoisie nationale est plus préoccupée de détruire tout potentiel révolutionnaire que de mobiliser le peuple contre l'envahisseur impérialiste.

Le plénum du GMD a décidé d'intensifier ses mesures de restriction des activités du PCC et a adopté une série de mesures en janvier et février à cet effet. Au cours du printemps et de l'été, les conflits armés se sont multipliés. En outre, le GMD a commencé son blocus de la région frontalière de Shaan-Gan-Ning, et en octobre 1939, il a coupé le soutien financier et logistique. En décembre, les forces du

*gouvernement central et les forces locales dirigées par Yan Xishan ont commencé à attaquer la région frontalière. Les mesures répressives se poursuivent et de nombreux affrontements ont lieu autour des zones de base de la Chine du Nord. (Tony Saich et Benjamin Yang, *The Rise to Power of the Chinese Communist Party*, Routledge, 2015, p. 854)*

Sans affronter l'armée japonaise, alors redoutable, le PCC progresse dans les zones paysannes qu'elle délaisse.

*Ainsi, à la fin de 1939, les communistes se trouvent-ils sur cinq provinces. Cependant, les nouvelles administrations auront beaucoup de mal à s'implanter et leur pouvoir demeurera jusqu'à la fin précaire. L'importance de la région détermine les Japonais à l'assainir périodiquement. Des « campagnes de nettoyage » démantèlent fréquemment les structures administratives communistes et décourage les populations qui restent autant qu'elles le peuvent à l'écart de compromettantes élections et fournissent peu de responsables. Mais il arrive parfois que la brutalité des représailles japonaises serve au contraire les communistes en engageant de leur côté nombre de paysans ruinés. (Jacques Guillerma, *Histoire du parti communiste chinois*, t. 2, Payot, 1975, p. 314-315)*

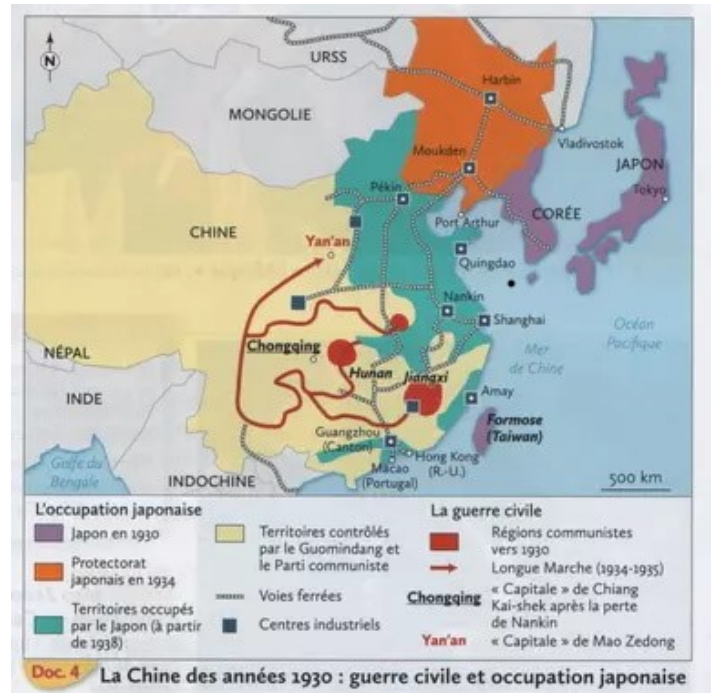
Dans un rapport à Staline de janvier 1940, Zhou Enlai écrit qu'un million de soldats chinois sont morts depuis le début de la guerre. Par dizaines de milliers, des citadins rejoignent les « zones libérées » (elles ne sont plus appelées soviétiques), dont Jiang Qing, une actrice de Shanghai. Avalisée par le chef de la sécurité du PCC, Kang Sheng, elle devient en novembre 1939 la quatrième épouse de Mao alors que la règle, pour la base, est le puritanisme.

1939-1940 : la Nouvelle démocratie selon Mao

En octobre 1939, avec l'aide de Chen Boda, son secrétaire particulier depuis 1937, et de Zhang Wentian (Luo Fu), le secrétaire général du PCC, Mao entreprend de justifier idéologiquement sa variante du menchévisme : le renouvellement, malgré l'expérience tragique de 1927, du front unique anti-impérialiste avec le GMD.

*Mao fit ses débuts en tant que stalinien accompli dans le débat sur la stratégie de la révolution chinoise avec « La Révolution chinoise et le Parti communiste chinois » en 1939... En 1940, dans « La nouvelle démocratie », il exposa sa stratégie avec plus d'aisance et de profondeur... En substance, c'est une reprise du vieux menchévisme. (Wang Fanxi, *Mao Zedong Thought*, 1961-1964, Haymarket, 2021, p. 139-140)*

Pour cela, Mao fait allégeance aux « 3 principes » creux (nationalisme, démocratie, bien-être du peuple) de Sun Zhongshan (Sun Yat Sen) et se réclame du Manifeste du premier congrès du GMD, en 1924, du temps où celui-ci



cherchait l'aide de l'URSS et à se soumettre le prolétariat chinois.

*Nous, communistes, nous admettons « les trois principes du peuple » comme base politique du front uni national antijaponais. (Mao Zedong, « La démocratie nouvelle », janvier 1940, *Oeuvres choisies*, ELE, t. 2, 1967, p. 389)*

Grâce à sa clairvoyance, Sun Zhongshan, avec l'aide de l'Union soviétique et du Parti communiste chinois donna une nouvelle interprétation des trois principes... ce qui permit d'établir pour la première fois une coopération entre le Guomindang et le Parti communiste, d'obtenir l'adhésion de toute la nation et d'entreprendre la révolution de 1924-1927. (p. 394)

Mao et Chen soutiennent que la Chine n'est toujours pas capitaliste, que les forces productives et les rapports de production précapitalistes prédominent, alors que ceux-ci sont, depuis plusieurs décennies, déstructurés et soumis au capitalisme mondial.

C'est le régime féodal ou semi-féodal qui prédomine. Tel est le caractère de la société chinoise actuelle, telle est la situation de la Chine d'aujourd'hui. La politique et l'économie de cette société sont à prédominance coloniale, semi-coloniale et semi-féodale, et la culture qui prédomine, reflète de cette politique et de cette économie, est aussi coloniale, semi-coloniale et semi-féodale. C'est contre ces formes politique, économique et culturelle dominantes qu'est dirigée notre révolution. (p. 365)

Du caractère colonial (le territoire occupé par le Japon) et semi-colonial (ce qui lui échappe) de la Chine découlerait le rôle révolutionnaire que conserve sa bourgeoisie.



1945, MAO ET KANG À YAN'AN

Comme la Chine est un pays colonial et semi-colonial, victime d'agressions, la bourgeoisie nationale peut avoir à certains moments et jusqu'à un certain point un caractère révolutionnaire. (p. 365)

La révolution à l'ordre du jour reposerait sur une large alliance de classes incluant la majorité des exploités et impliquerait une révolution locale d'envergure limitée.

Dans le cours sinueux de la révolution chinoise réapparaît, mais en plus vaste, le front uni des quatre classes. Il comprend en effet, dans la couche supérieure de la société, de nombreux représentants des milieux gouvernants, dans la couche moyenne, la bourgeoisie nationale et la petite bourgeoisie et, dans la couche inférieure, tous les prolétaires. (p. 403)

Le bloc avec la bourgeoisie « nationale », et même avec « une couche supérieure » à celle-ci, repousse à un horizon très lointain toute révolution socialiste.

*Ce type de révolution se développe actuellement en Chine et dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux, nous l'appelons la révolution de démocratie nouvelle. Elle fait partie de la révolution socialiste prolétarienne mondiale, elle combat résolument l'impérialisme, c'est-à-dire le capitalisme international. Politiquement, elle vise à instaurer la dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires sur les impérialistes, les traîtres et les réactionnaires ; elle lutte contre la transformation de la société chinoise en une société de dictature bourgeoise. Économiquement, elle a pour but de nationaliser les gros capitaux et les grandes entreprises des impérialistes, des traîtres et des réactionnaires, ainsi que de distribuer aux paysans les terres des propriétaires fonciers, tout en maintenant l'entreprise capitaliste privée en général et en laissant subsister l'économie des paysans riches. (Luo Fu, Mao Zedong & Chen Boda, « La révolution chinoise et le Parti communiste chinois », 10 octobre 1939, *Oeuvres choisies*, ELE, t. 2, 1967, p. 348)*

La « nouvelle démocratie » diffère de la « république de démocratie bourgeoise » (Europe, Amérique) et de la « république de dictature prolétarienne » (URSS). Ce sera une « république de dictature conjointe de plusieurs classes révolutionnaires » (p. 375, p. 377) : « Aujourd'hui, en Chine, cet État de démocratie nouvelle prend la forme du front uni antijaponais (p. 376).

La réalité politique des « zones libérées »

En fait, la « nouvelle démocratie » n'a pas grand-chose à voir avec la démocratie. Ni le territoire du GMD, ni les zones du PCC ne sont démocratiques, pas même au sens de la démocratie tronquée du parlementarisme bourgeois et encore moins au sens de la démocratie réelle du pouvoir des travailleurs de la Commune de Paris de 1871, des soviets russes de 1905 et de 1917. Il s'agit avant tout d'éloigner le spectre de la révolution prolétarienne.

*Dans le cours de son histoire, la révolution chinoise doit passer par deux phases ; la première, c'est la révolution démocratique, la seconde, la révolution socialiste ; ce sont deux processus révolutionnaires de caractère différent. (Mao Zedong, « La démocratie nouvelle », janvier 1940, *Oeuvres choisies*, ELE, t. 2, 1967, p. 366)*

Dans son rapport à Staline de janvier 1940, Zhou Enlai indique que le PCC compte 498 000 adhérents (dont 290 000 soldats) et que son budget est financé à « 40 % par l'impôt foncier et diverses taxes, 42 % provenant d'une aide fournie par l'IC et 18 % par le gouvernement » (Alain Roux, *Chiang Kai-shek*, Payot, 2016, p. 320).

Une bureaucratie, privilégiée par rapport au niveau de vie de la masse des paysans, mais encore modeste, administre les zones libérées. Les élections y sont peu démocratiques, la direction stalinienne nommant les candidats et décidant de la proportion de représentants de « chaque classe sociale ». Sur le modèle du PC de l'URSS, le secrétariat, qui est permanent, contrôle de fait le PCC à la place des réunions du comité central et même du bureau politique.

La terreur y règne, dont le maître d'œuvre n'a même pas participé à la Longue marche mais a été formé à l'école des tortionnaires de la GPU de l'URSS.

*Avec l'appui de Mao, Kang Sheng élargit constamment son domaine au-delà de la simple police politique. Le Jardin des dattes au nom poétique est bientôt synonyme d'« antre du démon » ; il est honni par les cadres du PCC, car il est devenu non seulement le QG de Kang mais il est assorti de salles d'interrogatoires et de prisons, construites dans les collines de Loess, où l'on enferme des suspects qu'on interroge jusqu'à ce qu'ils aient prononcé leur autocritique et rédigé leur confession en bonne et due forme. Ce qui leur vaudra, selon les cas, une balle dans la nuque ou de figurer comme cible d'une réunion publique de « lutte de masse » dans laquelle ils s'autoflagelleront. (Roger Faligot, *Les Services secrets chinois*, Nouveau monde, 2010, p. 81-82)*

[à suivre]

1945-1962 : le mouvement ouvrier français et la guerre d'Algérie

En 1944, le PS-SFIO et le PCF se rallient à de Gaulle et repoussent l'indépendance

Après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie, le 22 juin 1941, le PCF se met au service, comme le PS-SFIO et la CGT, de la fraction de la bourgeoisie française qui, autour du général De Gaulle, a fait le choix de maintenir l'alliance avec la bourgeoisie britannique.

Pétain et de Gaulle se disputent les colonies françaises. En novembre 1942, les troupes anglo-américaines débarquent en Afrique du Nord et infligent une défaite aux forces françaises fidèles au régime de Vichy. Les deux branches du mouvement nationaliste algérien, Messali Hadj (PPA) et Ferhat Abbas (UPA), proposent ensemble un *Manifeste du peuple algérien*, en mai 1943, qui prévoit un gouvernement présidé par l'envoyé du général de Gaulle et composé de « quatre Français et de quatre musulmans ». Le général Catroux refuse.

En mars 1944, le programme du Conseil national de la résistance signé par la SFIO, le PCF et la CGT se tait sur l'indépendance des colonies et se contente de « l'extension des droits politiques, sociaux et économiques de la population indigène et coloniale ».

Seule la section française de la 4^e Internationale, le Parti communiste internationaliste (PCI) et le groupe Union communiste prennent position pour l'indépendance des colonies et pour que le prolétariat prenne la tête de la lutte contre l'impérialisme français.

Le 14 mars 1944, Ferhat Abbas crée l'Association des amis du manifeste et de la liberté (AML) avec l'Association des oulémas et le PPA. L'AML se prononce pour une Algérie autonome fédérée à la France.

En 1945, le gouvernement MRP-SFIO-PCF écrase la révolte de Sétif

Le gouvernement MRP-SFIO-PCF présidé par De Gaulle entreprend de désarmer les travailleurs, de reconstruire l'État bourgeois, de mettre fin aux grèves et de recouvrer les colonies en Asie et en Afrique. Le 23 avril 1945, il arrête Messali Hadj et le déporte à Brazzaville au Congo. Le 8 mai 1945, à Sétif, une manifestation organisée par le PPA tourne à l'émeute lorsque la police cherche à enlever les drapeaux algériens et les pancartes réclamant la libération de Messali Hadj. La répression qui dure jusqu'au 24 mai est secondée par des milices composées de colons. Alors que les émeutes font 102 morts parmi les colons, 15 000 à 45 000 Arabes sont massacrés entre mai et juin 1945.

Le 10 mai, une délégation du PCF et du PCA se rendit chez le gouverneur général pour lui désigner du doigt les responsables : le PPA et les Amis du manifeste. La

*délégation « s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques » dit le compte rendu de l'audience tel que le publia le quotidien « Alger Républicain », le 12 mai 1945. Les délégués avaient réclamé « le châtiement rapide et impitoyable des provocateurs ». (Grégoire Madjarian, *La Question coloniale et la politique du Parti communiste français*, Maspero, 1977, p. 106-107)*

L'Humanité du 19 mai 1945 enfonce le clou :

Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France.

En 1946, Abbas fonde l'UDMA et Messali Hadj fonde le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Avec le retournement de l'impérialisme américain contre l'URSS, le PCF est chassé du gouvernement par Ramadier (PS-SFIO).

Le PS-SFIO participe aux gouvernements de « guerre froide » qui suivent. En août 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit



1945, L'ARMÉE DE LA RÉPUBLIQUE MASSACRE



1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient.

Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fausse... Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections... donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. (Cahiers du communisme, septembre 1947, p. 869)

En 1954, le PCF et le PS restent hostiles à l'indépendance

Le 12 mai 1952, le gouvernement Pinay assigne Messali Hadj à résidence à Niort (Deux-Sèvres). En mars 1953, des jeunes membres du MTLA inspirés par l'exemple des guérillas stalinienne constituent le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (CRUA). Le 14 juillet 1953, à Paris, la police de la République disperse dans le sang une manifestation pacifique des travailleurs algériens.

Six mois après la défaite de l'armée coloniale française à Dien Bien-Phu, le CRUA estime que l'heure de l'action est venue. Dans la nuit du 31 octobre au 1^{er} novembre 1954, une soixantaine d'attentats sont perpétrés en différents points du territoire algérien contre des objectifs militaires. Le CRUA se renomme Front de libération nationale (FLN). Il fixe comme objectif à la lutte armée « la restauration de l'État algérien souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques ». Le 3 novembre, le PCA laisse la revendication de l'indépendance au FLN.

La meilleure façon d'éviter les effusions de sang et d'instaurer un climat d'entente et de paix consiste à faire droit aux revendications algériennes par la recherche d'une solution démocratique qui respecterait les intérêts de tous les habitants de l'Algérie sans distinction de race ni de religion, et qui tiendrait compte des intérêts de la France...

Le 8 novembre 1954, le PCF fait une déclaration, qu'il citera fréquemment plus tard pour montrer qu'il a sans cesse défendu les Algériens. En fait, il refuse l'indépendance et insinue que le FLN est complice des colonialistes.

Le Parti communiste français qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits.

Le 12 novembre 1954, le président du conseil Mendès France (Parti radical) décide la répression.

À la volonté criminelle de quelques hommes doit répondre une répression sans faiblesse. Qu'on n'attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle. On ne transige pas lorsqu'il s'agit de défendre la paix intérieure de la Nation et l'intégrité de la République.

Mitterrand (UDSR) l'appuie sans réserve : « L'Algérie, c'est la France ». La République bourgeoise saisit *La Vérité* et *Libertaire*.

1954, la FCL et les deux PCI sauvent l'honneur du mouvement ouvrier français

Face à l'insurrection, les disciples de Proudhon et Bakounine s'opposent. La Fédération anarchiste reste neutre mais la Fédération communiste libertaire (FCL) défend vigoureusement le droit à l'indépendance du peuple algérien.

Les « trotskystes » aussi sont divisés. En 1956, sans aucun lien avec la 4^e Internationale du temps de Trotsky, Hardy fonde un groupe « trotskyste » concurrent purement français, VO (l'ancêtre de LO). VO étant satellisée par le PCF, elle ne se prononce pas à sa fondation pour l'indépendance. Elle trouve seulement que la guerre coûte trop cher aux travailleurs français.

Le retrait du corps expéditionnaire d'Algérie, le respect du droit des peuples d'Afrique du Nord à disposer d'eux-mêmes, viennent en tête de toutes les revendications car cette guerre en est arrivée à un point où sa poursuite entraîne automatiquement

une forte baisse du niveau de vie de la classe ouvrière métropolitaine. (Lutte de classe, 2 décembre 1956)

En 1951, la 4^e Internationale dirigée par Pablo et Mandel renie son programme pour revenir à la réforme de la bureaucratie stalinienne (malgré l'opposition de quelques sections) et au front uni antiimpérialiste, c'est-à-dire à la subordination à la bourgeoisie nationale dans les pays dominés (sans aucune opposition). Cela entraîne l'exclusion de la section française (PCI) et l'explosion de l'internationale elle-même en 1953.

Les deux fractions s'engagent pour l'indépendance de l'Algérie, mais sans tenter de construire un parti ouvrier algérien. Lambert qui a pris le contrôle du PCI majorité (l'ancêtre du POI et du POID) s'aligne, contre l'avis d'une minorité (Bleibtreu, Lequenne, Raoul...), sur le MNA qu'il présente comme un « *parti prolétarien révolutionnaire* ».

Lambert dresse un portrait hagiographique de Mesali Hadj. Le soutien au MNA est quasiment inconditionnel. (Sylvain Pattieu, Les Camarades des frères, Syllepse, 2002, p. 60)

Symétriquement, le secrétariat international de la QI pabliste et le PCI minorité (l'ancêtre du NPA et d'Ensemble) misent sur le FLN, l'aident matériellement et s'adaptent complètement à son orientation.

Dès lors, la nature du parti, sa composition sociale, la teneur de son programme et de son organisation importent peu. (Sylvain Pattieu, Les Camarades des frères, Syllepse, 2002, p. 63)

Contrairement aux deux fractions du PCI et au FCL qui sont réprimés, la FA et VO ne sont pas inquiétées par la police.

En 1956, le PS-SFIO et le PCF votent « les pouvoirs spéciaux »

Hier et aujourd'hui, engagés et appelés, s'exposaient et parfois mouraient pour la paix, pour la France, pour l'ONU... mais toujours pour le peuple français. (Jean-Luc Mélenchon, Libération, 27 avril 2000)

En fait, les appelés, pour la plupart des travailleurs, sont livrés jusqu'à deux ans à la hiérarchie militaire gaulliste et fasciste pour réprimer en Algérie d'autres travailleurs dans l'intérêt des grands propriétaires fonciers locaux et des groupes capitalistes impérialistes. Ils tentent de résister.

En août-septembre-octobre 1955, dans un effort spontané pour se libérer des objectifs bourgeois du PS et du PCF, la classe ouvrière de ce pays tend toute son énergie pour déborder les appareils tradi-

tionnels. Saint-Nazaire, Nantes et, à leur suite, Rouen, Albi, la RATP, etc., retentissent comme l'appel à la grève générale. En écho, les rappelés dans les casernes, dans les trains, dans les ports, sur les bateaux, lancent le mot d'ordre : les civils avec nous ! Mais le prolétariat sera tenu en échec non par la force de l'État bourgeois mais par la volonté de deux forces ouvrières traditionnelles d'enserrer son combat dans le carcan du parlementarisme bourgeois. Leur élan est brisé par la force contrerévolutionnaire des appareils traditionnels du mouvement ouvrier qui canalisent la lutte des masses et des soldats dans le système de la démocratie parlementaire. Les ouvriers reprennent le travail, tandis que les rappelés débarquent à Alger, isolés, impuissants, démoralisés et sont lancés dans la guerre contrerévolutionnaire. (Robert Langlade, Comment de Gaulle a pris le pouvoir, OCI, 1958, p. 4)

Le jour de l'investiture du gouvernement colonialiste incluant le PS-SFIO, les deux partis sociaux-impérialistes se prononcent contre l'indépendance.

L'objectif de la France, la volonté du gouvernement, c'est maintenir et renforcer l'union indissoluble entre l'Algérie et la France métropolitaine. (Guy Mollet, PS-SFIO, 31 janvier 1956)

Sur la base de la reconnaissance des revendications nationales du peuple algérien, il est possible d'en faire un ami et un allié de la France au sein d'une véritable Union française... Ainsi et ainsi seulement, pourront être déjoués les plans de certains de nos alliés atlantiques, qui aspirent à imposer leur domination en Afrique du Nord, et bénéficient de l'appui de milieux colonialistes français, ne reculant nullement devant le séparatisme pour conserver leur situation privilégiée... (Jacques Duclos, PCF, 31 janvier 1956)

Le 12 mars 1956, les députés PCF et PS-SFIO votent les pouvoirs spéciaux. Cela suspend les garanties et libertés individuelles en Algérie, l'exercice des pouvoirs de la police et de la justice passe aux mains de l'armée. La torture est généralisée.

Des militants du PCI majorité et de la FCL sont arrêtés. Le meeting commun du PCI et de la FCL prévu le 21 décembre est interdit. Il faut attendre le 29 juillet 1956 pour que les députés du PCF votent contre les crédits militaires. En 1957, l'organisation étudiante UNEF bascule dans l'opposition à la guerre d'Algérie.

1958, l'armée française porte de Gaulle au pouvoir

Malgré la supériorité militaire et l'usage généralisé de la torture, l'armée n'arrive pas à vaincre à cause du soutien grandissant de la population au FLN.

Les généraux, en lien avec les réseaux gaullistes, se soulèvent contre le régime parlementaire de la 4^e République et prennent le pouvoir à Alger. Le 15 mai 1958, de Gaulle fait savoir qu'il se tient prêt à « *assumer les pouvoirs de la République* ». Le 16 mai, l'Assemblée vote l'état d'urgence pour 3 mois par 461 voix (dont celles du PS-SFIO et du PCF) contre 114. Le 20 mai, à l'unanimité (PS-SFIO et PCF compris), l'Assemblée « *se fait un devoir d'exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services déjà rendus à l'unité de la patrie et au drapeau de la République qui, dans la légalité, sortiront vainqueurs de l'épreuve actuelle* ».

Le bonaparte forme sans attendre un gouvernement de rassemblement incluant Mollet (PS-SFIO). Le 28 mai, contre la prise du pouvoir appuyée par l'armée, un million de travailleurs protestent dans toute la France à l'appel de la CGT, de nombreuses organisations syndicales FO, CFTC et FEN.

Le 6 juin 1958, Messali Hadj capitule.

Je considère que tout cela signifie que, dans la pensée du général de Gaulle, il y a des ouvertures susceptibles de permettre la création de l'État algérien, pour aller ensuite à un Commonwealth, du type anglais, France-Maghreb et France-Afrique. (Bulletin d'information du MNA, 15 juin 1958)

Le 19 septembre 1958, le FLN proclame le gouvernement provisoire de la République algérienne présidé par Abbas.

En 1959, au Congrès confédéral de la CGT, un des responsables de la fédération de France du FLN, ouvrier chez Renault, met en cause l'attitude des directions syndicales.

Au lieu d'amener les travailleurs à prendre position contre la guerre d'Algérie tout simplement parce que la guerre, surtout coloniale, se trouve en contradiction flagrante avec les principes de la classe ouvrière. Non. Les travailleurs, face au problème, ont été habitués à prendre une position déterminée avant tout par intérêt. Puisque le slogan « la guerre d'Algérie coûte cher » passe en premier, ils sont appelés à lutter contre cette

guerre parce qu'elle menace leur niveau de vie... (Aboubekr Belkaïd, « Intervention au congrès de la CGT métallurgie », 1959, cité par Nicolas Hatzfeld, *Les Syndicats de l'automobile aux congrès fédéraux : un modèle renouvelé 1948-1963*, PUR, p. 38)

En France, une minorité du PS-SFIO hostile à de Gaulle et favorable à l'indépendance scissionne et fonde le PSA (Parti socialiste autonome) qui devient PSU en 1960.

La FCL est disloquée par la répression policière et judiciaire mais le PCI minorité n'est plus isolé : outre le PSU, des dissidents des partis communistes, des chrétiens tiers-mondistes, montent des réseaux d'aide au FLN et poussent à l'insoumission les jeunes conscrits.

En 1961, de Gaulle massacre les ouvriers algériens à Paris

Les fractions déterminantes de la bourgeoisie française savent que le colonialisme direct est périmé. Le général de Gaulle change de cap. Le 11 avril 1961, lors d'une conférence de presse, il évoque un État algérien souverain.

Une fraction de l'état-major, appuyée par la majorité de la population algérienne d'origine européenne, déclenche un nouveau coup d'État le 21 et 22 avril à Alger. Le 24 avril, dix millions de travailleurs font grève en France pour s'y opposer. De nombreux appelés refusent d'obéir aux ordres ou de les transmettre. Le putsch échoue.

Le 17 octobre 1961, le FLN organise, à Paris, une manifestation contre le couvre-feu imposé aux Algériens par le préfet de police Papon. La manifestation interdite est sauvagement réprimée par de Gaulle [voir *Révolution communiste* n° 47].

Seul le syndicat étudiant UNEF appelle à manifester : 10 000 étudiants défilent à Paris le 18 novembre.

Le 5 juillet 1962, l'indépendance de l'Algérie est proclamée. La révolution algérienne est étouffée par l'appareil du FLN.

24 octobre 2022



Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste* envoyer 12 euros (ou plus en mentionnant « soutien ») à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville..... Pays.....

Adresse électronique@.....

1922 : la partition de l'Irlande

Jusqu'à la partition, des luttes pour l'autodétermination

C'est à la fin de XV^e siècle que la monarchie anglaise a commencé à exercer formellement sa domination sur l'Irlande. La loi Poyning's (1494) énonçait « *qu'aucune loi votée par un Parlement Irlandais ne sera valable si elle ne porte pas le sceau du roi d'Angleterre en son conseil* ». En 1541, le roi d'Angleterre (Henri VIII) devint roi d'Irlande. Des mouvements éclatèrent, notamment en 1641 où la révolte fut écrasée (des milliers de morts) sous les ordres d'Oliver Cromwell, un chef militaire. Des lois établies par le roi Guillaume II d'Orange en 1695 interdisent l'enseignement en gaélique (la langue irlandaise) et exclurent les catholiques de l'administration, de l'enseignement, des écoles, les empêchèrent de devenir propriétaires terriens ou d'exercer des professions libérales. C'est en 1798 qu'eut lieu le premier soulèvement armé qui déboucha sur la brève république du Connaught (30 000 Irlandais furent tués).

Depuis lors les masses irlandaises ne cessèrent de lutter pour leur indépendance politique, mais aussi pour des droits sociaux et économiques, notamment le droit à la terre. C'est après l'Acte d'union (1801) que l'Irlande fit légalement partie du Royaume-Uni. En 1912, sous la pression du soulèvement nationaliste mené par l'IRB (Irish Republican Brotherhood, une organisation nationaliste révolutionnaire petite-bourgeoise), un projet d'autonomie sous domination britannique (Home Rull Bill) fut négocié par le Parti parlementaire irlandais (bourgeois) avec le gouvernement britannique. Face à la milice des Volontaires d'Ulster qui intervenait pour la préservation des intérêts de la fraction protestante de la bourgeoisie locale et donc pour le maintien de la domination britannique, se constitua en novembre 1913 la milice des Volontaires irlandais pour défendre l'accord au compte de la fraction catholique de la bourgeoisie irlandaise. En mars 1914, des officiers britanniques se rebellèrent en soutien aux Volontaires d'Ulster.

L'accord fut signé mais se fracassa face à l'éclatement de la première guerre impérialiste mondiale. Au sein du mouvement nationaliste s'opposaient une fraction conciliatrice (les National Volunteers) et une fraction radicale (les Irish Volunteers) qui, avec l'ICA (Irish Citizen Army, une milice ouvrière) formèrent l'IRA en 1916. L'insurrection (Easter Rising) fut préparée à la fois par l'établissement d'un comité militaire et d'un comité anti-conscription, et le 24 avril 1916, à 12h04, Patrick Pearse lut la proclamation de la République d'Irlande dans la poste centrale de Dublin, accompagné de James Connolly, Tom Clarke, Thomas MacDonagh, Joseph Plunkett, Seán Mac Diarmada et Éamonn Ceannt, membres dirigeants de l'IRB, des Volontaires irlandais, de l'ICA et rédacteurs du texte [voir *Révolution communiste* n° 17].

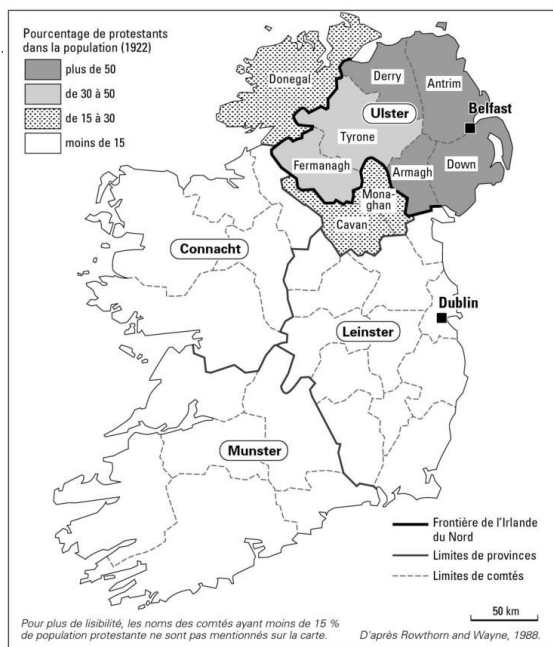


Nous proclamons le droit du peuple d'Irlande à la propriété de l'Irlande, et au contrôle sans entraves de sa destinée ; le droit à être souverain et uni. La longue usurpation de ce droit par un peuple et un gouvernement étranger ne l'a pas supprimé, ce droit ne peut disparaître que par la destruction du peuple irlandais. À chaque génération, les Irlandais ont affirmé leur droit à la liberté et à la souveraineté nationale ; six fois durant les trois derniers siècles ils l'ont affirmé par les armes. En nous appuyant sur ce droit fondamental et en l'affirmant de nouveau par les armes à la face du monde, nous proclamons la République irlandaise, État souverain et indépendant, et nous engageons nos vies et celles de nos compagnons d'armes à la cause de sa liberté, de son bien-être, et de sa fierté parmi les nations... (« Proclamation de la République d'Irlande », 1916)

Cette déclaration provoqua un soulèvement dans le centre de Dublin, plusieurs lieux stratégiques de la ville (poste centrale, tribunal, usines, parcs...) furent occupés par 1 600 personnes, « *les défenseurs héroïques des barricades de Dublin* » (Trotsky, « Sur les événements de Dublin », 4 juillet 1916). Un gouvernement provisoire fut constitué. Le gouvernement britannique, qui comprenait trois dirigeants du Parti travailliste et du TUC (la confédération syndicale), répondit rapidement en mobilisant 16 000 militaires. L'insurrection dura six jours, les sept initiateurs se rendirent sans condition le 29 avril en ordonnant de déposer les armes « *afin d'arrêter le massacre d'une population sans défense* » (Pearse), ils furent emprisonnés. 418 insurgés furent tués, 90 personnes furent condamnées à mort, parmi lesquelles 16 furent effectivement exécutées.

Depuis la partition, la poursuite des luttes pour l'unification

Ce moment révolutionnaire initia un mouvement puissant de lutte pour l'indépendance, avec notamment la victoire de Sinn Féin, une organisation nationaliste bourgeoise, aux élections générales en 1918, avec 73 des



105 sièges à pourvoir (même si les unionistes restaient majoritaires en Ulster). Les députés Sinn Féin refusant de siéger à l'assemblée britannique, le parti établit en jan-

vier 1919 un parlement irlandais (*Dáil Éireann*) et signa en 1921 un accord de partition avec l'impérialisme britannique, qui brisa la perspective socialiste de nombreux combattants de 1916. Cet accord permit au gouvernement britannique de ne pas tout perdre : « *Si nous perdons l'Irlande, nous perdons l'empire* » (Sir Henry Wilson, chef d'état-major impérial, 30 mars 1921).

En octobre 1917, le Parti socialiste d'Irlande, qui succéda à l'ISRP (fondé par Connolly en 1896), organisait une manifestation de 10 000 personnes en soutien à la Révolution russe et en 1918, le congrès de l'ILP-TUC (Irish Labour Party-Trade Union Congress) votait une résolution pour le contrôle ouvrier des moyens de production, en soutien à la révolution d'Octobre 1917. En 1918, des grèves se déclenchèrent contre la conscription, contre le transport de fournitures à l'armée britannique, pour la libération des prisonniers républicains. Une grève générale éclata à Dublin sur la question de la semaine de travail. Les troupes britanniques intervinrent. En avril 1919, éclata une grève générale à Limerick contre l'établissement d'une zone militaire britannique, avec la constitution d'un soviet, qui fut liquidé au bout de 12 jours par la direction de l'ILP. De nombreuses luttes ouvrières eurent lieu entre 1919 et 1921, mais elles étaient largement subordonnées à Sinn Féin, dont les dirigeants (Collins, de Valera, Griffith...) étaient des nationalistes petit-bourgeois, favorables au maintien des rapports de propriété capitalistes. Mobiliser les masses irlandaises dans une lutte révolutionnaire en lien avec la classe ouvrière britannique contre leur adversaire commun n'était pas leur programme.

Les dirigeants de Sinn Féin ont ainsi cédé et, après une séparation effective orchestrée par le Government of Ireland Act 1920, entérinée le 3 mai 1921, la majorité de l'Irlande, au sud (26 comtés), devint le 6 décembre 1922 indépendante du Royaume-Uni, alors que 6 comtés du nord de l'Irlande (sur les 9 que compte l'Ulster) restèrent attachés à la monarchie. Ainsi, l'État britannique put maintenir, avec l'aide des réactionnaires unionistes, un contrôle partiel sur l'Irlande contre le mouvement des masses en faveur de l'indépendance, et la direction petite-bourgeoise du mouvement nationaliste a préféré céder au compromis avec l'im-

périalisme plutôt que développer une lutte révolutionnaire. Depuis près d'un siècle, en république d'Irlande, deux partis nationalistes bourgeois (Fianna Fail et Fine Gael) alternent au pouvoir. Confirmant la prédiction de Connolly qu'une telle séparation déchaînerait un « *carnaval de réaction* » (« *Labour and the Proposed Partition of Ireland* », *Irish Worker*, 14 mars 1914), le mouvement nationaliste explosa lorsque, soutenu par une fraction significative de Sinn Féin et de l'IRA qui refusent la partition, de Valera démissionna et prit la tête de l'opposition, tandis que le jeune État était soutenu par Collins, Griffith et par le clergé catholique. Une guerre civile éclata et dura jusqu'en mai 1923, occasionnant plus de 4 000 décès.

En décembre 1937, l'Irlande adopta une constitution, se proclamant république, quittant le Commonwealth et revendiquant toute l'île comme territoire de l'Irlande.

Après la seconde guerre mondiale

C'est à partir de la fin des années 1960 que se développa une nouvelle vague de lutte des opprimés en Irlande du Nord (près de 3 500 morts entre 1969 et 1998), exprimant la nature incomplète de la révolution démocratique nationale et le caractère réactionnaire de la partition. Le 24 mars 1972, le Premier ministre britannique (Heath) suspendit le Parlement d'Irlande du Nord et la région passa sous contrôle direct de l'État britannique. En 1999, avec l'entrée en vigueur de l'« accord de paix pour l'Irlande du nord », l'impérialisme britannique abandonna ce contrôle direct, en même temps que l'Irlande retira de sa constitution ses revendications sur l'Irlande du nord. L'IRA, sous le nom de Sinn Féin, accepta de gouverner avec les unionistes (DUP).

Le Brexit modifia le rapport de forces puisque, même si ce n'était pas l'objectif visé, il renforça les conditions objectives de la réunification, en raison des difficultés à aboutir à un accord sur la frontière irlandaise, sachant que 55,9 % des électeurs d'Irlande du nord se sont opposés à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cela s'ajoute à un contexte d'affaiblissement de l'économie britannique et de sa perte d'influence en Irlande du nord, comme en témoigne le résultat des dernières élections [voir *Révolution communiste* n° 50]. Cela ne signifie pas pour autant que l'unification avec le sud offre une alternative progressiste. Elle remettrait le destin de la classe ouvrière entre les mains d'une bourgeoisie irlandaise profondément corrompue, agissant comme une façade pour les puissances impérialistes américaine et européennes.

Pour le droit à l'autodétermination des Irlandais ! Pour la réunification de l'Irlande par un gouvernement de la classe ouvrière irlandaise dans une fédération socialiste des îles britanniques et les États-Unis socialistes d'Europe ! Seul un parti ouvrier révolutionnaire en Irlande, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire, sera à même de défendre cette perspective.

Christine Heurtefeux (dite Louise) 1953-2022

Christine Heurtefeux, alias Louise pour son nom d'organisation, est morte le 27 octobre dernier. Elle avait 68 ans. Christine était une musicienne, reconnue pour ses interprétations de guitare classique, une mère de famille fière de ses enfants.

Elle était aussi une militante. Une militante qui s'est battue toute sa vie pour construire une organisation révolutionnaire mondiale. Elle savait que le capitalisme ne pouvait offrir de solution à l'humanité, ne pouvait se maintenir qu'en allant d'une crise à l'autre, parfois jusqu'à la guerre. Quand Christine avait une vingtaine d'années, au début des années 1970, beaucoup de ceux qui réfléchissaient un tant soit peu pensaient, comme elle, qu'il fallait en finir avec le capitalisme, qu'il fallait le socialisme. Tous n'étaient pas d'accord entre eux sur la façon d'arriver au socialisme, loin s'en faut. Il y avait des militants par milliers qui pensaient comme Christine qu'on ne se débarrasserait pas du capitalisme sans faire la révolution, sans prendre le pouvoir, sans construire un parti révolutionnaire mondial. Christine était alors militante de l'Organisation communiste internationaliste, appartenant à son secteur « artistes ». Il y avait alors des milliers de militants pour qui l'alternative de socialisme ou barbarie se posait clairement. Et puis il y avait beaucoup d'autres qui pensaient qu'il suffisait d'avancer petit à petit, réforme après réforme, qu'on allait ainsi arriver au socialisme. Quand Louise avait 20 ans, tout le monde n'était pas d'accord, mais il était légitime de parler du socialisme comme d'un avenir possible et nécessaire.

Et puis l'Union de la gauche (PS-PCF-Parti radical) n'a pas fait le socialisme, mais géré l'État en fonction des impératifs de la bourgeoisie. Pourtant l'organisation à laquelle Christine consacrait son temps et son énergie, l'OCI devenue PCI a définitivement basculé dans un soutien à peine déguisé à la politique de Mitterrand, excluant en 1984 ceux qui n'acceptaient pas cette dérive, dont Christine. Les moyens de corruption par la bourgeoisie des directions du mouvement ouvrier, sous mille et une formes, même celles des organisations se réclamant de la révolution, sont puissants. Un certain nombre de militants n'ont pas trouvé la force de résister et sont partis sur la pointe des pieds. Pas Christine qui a continué à se battre en rejoignant le combat du Comité des exclus du PCI autour de Stéphane Just, d'abord pour le redressement politique et organisationnel du PCI, puis pour la

construction d'un Parti ouvrier révolutionnaire. Et puis quand l'URSS a implosé en 1989, le stalinisme qui gagnait monstrueusement l'État où la révolution avait triomphé en 1917 est arrivé à son terme et les anciens bureaucrates sont devenus les nouveaux capitalistes. Et les bonnes âmes attachées à la défense du capitalisme ont dit : vous voyez bien que le socialisme, ça ne marche pas, il n'y a pas d'avenir autre que le capitalisme. Et la démoralisation et les reculs politiques ont redoublé dans tout le mouvement ouvrier, y compris dans les organisations révolutionnaires.

Ainsi, quand Christine avait la quarantaine, parler de socialisme était presque devenu un gros mot, ou à tout

le moins une vieille marotte pour nostalgiques attardés. Et pourtant elle est restée une militante, Christine, dans des conditions qui devenaient de plus en plus difficiles, décourageantes, avec une organisation de plus en plus réduite, alors que beaucoup avaient cessé de se battre. Le comité pour la construction du POR ayant éclaté après la mort de Stéphane Just en 1997, Christine a continué à militer. Elle a été au Comité communiste internationaliste (trotskyste) l'indispensable maquettiste du journal *Combattre pour en finir avec le capitalisme*, passant de longues heures, le plus souvent la nuit, à mettre en forme et relire les articles.

Quand elle a eu la soixantaine, Christine était toujours mili-

tante pour construire un parti ouvrier révolutionnaire, une internationale révolutionnaire. A ce moment-là, en 2013, la fusion du CCI(T) avec le Groupe bolchevik, créant le Groupe marxiste internationaliste, à laquelle elle a participé, lui a redonné plus d'espoir.

Militante révolutionnaire, elle l'est restée jusqu'au bout, fidèle à ses convictions dans ce combat difficile, exigeant. Ce qui l'a animée jusqu'à ce que la maladie l'emporte, c'est la conviction que la crise de l'humanité se résume à la crise de sa direction révolutionnaire, c'est-à-dire la compréhension la plus acérée, la plus avancée où puisse porter la conscience d'un homme ou d'une femme de notre temps. Voilà ce que Christine portait en elle. Tous ses camarades du Groupe marxiste internationaliste saluent sa mémoire et son engagement.



CHRISTINE HEURTEFEUX, PRESLES, 27 MAI 2022

ABC du marxisme : migration

En France, on appelle généralement « migrants » les étrangers pauvres mais les Français qui vivent ailleurs sont appelés « expatriés ». Quant aux très riches étrangers, leurs jets privés les dispensent de formalités humiliantes, quand ils ne sont pas reçus à Versailles par Macron.

Jusqu'au 20^e siècle, quand le capitalisme ascendant s'étendait peu à peu à toute la planète, il y avait des migrations forcées très violentes (comme le trafic d'esclaves) mais les barrières aux migrations volontaires étaient réduites. Déjà, la bourgeoisie utilisait les différences de nationalité, d'ethnie, de religion et de langue pour diviser les exploités entre eux et pour augmenter le taux d'exploitation. Par contre, les capitalistes n'ont jamais hésité à s'établir à l'étranger pour surexploiter une main-d'œuvre moins chère.

Depuis que le capitalisme est entré en déclin, les guerres permanentes visent délibérément les populations civiles, les chassant, les emprisonnant, les affamant, les exterminant : ainsi, en Algérie, 2 millions d'Arabes et de Berbères furent déplacés par l'armée française de 1954 à 1959. Les États renforcent le contrôle policier de leur population : ainsi, en France une carte d'identité a été imposée en 1912 aux nomades, en 1917 aux étrangers, en 1940 à tous. Les États impérialistes s'efforcent de contrôler les flux migratoires : par exemple, le gouvernement de Front populaire a interdit le 14 août 1936 l'entrée de réfugiés venant d'Allemagne ; celui du Parti radical a parqué de 1937 à 1939 les réfugiés espagnols dans des camps de concentration (15 000 y sont morts).

La détérioration du climat causée par la recherche du profit vient aggraver la situation dans nombre de pays dominés, déjà victimes économiques de la domination impérialiste mondiale, souvent ravagés par des interventions étrangères, des guerres civiles ou une combinaison des deux (Syrie, Yémen, Ukraine...). D'un côté, des êtres humains cherchent à quitter à contrecœur leur pays d'origine ; de l'autre des États dressent des murs, refoulent, mettent en camps de rétention les migrants alors que jamais les marchandises et les capitaux n'ont circulé aussi librement.

Depuis 1973, face aux crises capitalistes récurrentes, les partis traditionnels de la bourgeoisie restreignent les droits politiques, syndicaux et sociaux de leurs travailleurs tout en augmentant les budgets de la police et de l'armée. Même si de nombreux patrons utilisent de la main-d'œuvre étrangère (nettoyage, hôtellerie-restauration, culture, bâtiment, sécurité...), les partis xénophobes et fascisants

(type RN) et même les partis « démocratiques » ou « républicains » (façon LR) cherchent des boucs émissaires. Ils désignent comme responsables de la délinquance, du chômage, du manque de logements, de soins, d'instruction... non les capitalistes et leur État mais les étrangers ou les adeptes de religions minoritaires.

Le résultat des politiques migratoires est toujours une sorte d'apartheid. Les migrations humaines ne cessent pas et ne cesseront pas. L'organisme de l'ONU spécialisé, l'Organisation internationale des migrations, estime à 281 millions les « migrants internationaux » qui représentent 3,6 % de la population mondiale. La plupart sont

dans des pays voisins. Cela exclut les séjours pour tourisme, religion, visite familiale, affaires... mais inclut les migrants « en situation irrégulière ». Les immigrés sont « en situation régulière » quand l'État a autorisé leur séjour, « illégaux » quand il ne l'a pas fait (entre 300 000 et 400 000 en France). L'installation durable mais pas forcément définitive dans un autre État est soit volontaire (emploi, études...), soit contrainte (réfugiés). Sans que la distinction soit toujours nette, ni éternelle : par exemple, des relations

amoureuses peuvent changer un projet.

La majorité des étrangers, dont certains qualifiés (notamment 30 000 médecins des hôpitaux publics français) rejoint les rangs des travailleurs salariés du pays d'accueil. Si les travailleurs immigrés restent sans droits, ils sont contraints d'accepter une surexploitation qui affaiblit l'ensemble de la classe ouvrière. Cependant, l'expérience historique prouve que les travailleurs immigrés peuvent participer à la lutte de classe et jouer un rôle décisif (par exemple, la grève générale de 1936 avec occupation des locaux est une méthode de lutte importée par l'immigration politique et économique d'Italie).

Dans le mouvement ouvrier, ceux qui parlent de « l'intérêt national », de « la patrie », capitulent forcément devant leur bourgeoisie. Les appareils syndicaux négligent les travailleurs étrangers ou les isolent des « nationaux » ; les partis sociaux-impérialistes prétendent « humaniser » la politique migratoire, pas l'abolir. Quand les « réformistes » accèdent au pouvoir, les migrants continuent à être rançonnés, violés et à mourir par noyade, par soif, par balles sur leur trajet.

C'est dans la lutte de classes, par la lutte de classe menée sur tous les terrains, que la classe ouvrière s'unit et se renforce pour se défendre dès maintenant et nettoyer prochainement la planète du capitalisme pourrissant. Fermeture immédiate de tous les centres de rétention ! Des titres de séjour pour tous les réfugiés, travailleurs étrangers et étudiants ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Liberté pour les réfugiés, les travailleurs, les étudiants de circuler et de s'établir où ils le désirent !

